

## CH\_VB 87.012 vom 2. März 1987

Bundesverwaltung, 1987-03-02, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_87.012](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_87.012)

FR: CH\_VB 87.012 du 2 mars 1987

IT: CH\_VB 87.012 del 2 marzo 1987

### Volltext

9.Juni 1987 N 711 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit #ST# 87.012  
Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe Pays en développement.  
Coopération technique et aide financière Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. März  
1987 (BBI II, 1) Message et projet d'arrêté du 2 mars 1987 (FF II, 1) M. Dupont, rapporteur:  
Le nouveau crédit de programme de 2,1 milliards de francs prendra la relève du crédit de  
pro- gramme de 1,8 milliard de francs entré en vigueur le 1er no- vembre 1984, crédit qui  
sera probablement entièrement engagé le 31 décembre 1987. Ce nouveau crédit est  
légèrement plus élevé que le précé- dent. Cette augmentation traduit la volonté expresse du  
Conseil fédéral de poursuivre sa politique actuelle en matière de coopération au  
développement et de continuer, en accroissant la contribution de la Confédération, à appor-  
ter son soutien aux pays du tiers monde dans leurs efforts de développement. Selon les  
perspectives financières de la Confédération pour les années 1988 à 1990, les montants  
prévus pour l'aide publique au développement devraient atteindre, en 1990, 0,34 pour cent  
du produit national brut. L'aide publique de la Suisse se rapprocherait ainsi de la moyenne  
de celles des pays-membres de l'OCDE, soit 0,35 pour cent du produit national brut en  
1985. Par rapport aux montants inscrits au budget de la Confédé- ration, la coopération  
technique et l'aide financière, qui font l'objet du présent message, constituent les deux volets  
les plus importants de la coopération suisse au développement. Ces moyens permettent de  
financer en priorité des pro- grammes et des projets en faveur des pays les plus pauvres et  
des groupes de population les plus défavorisés. De l'ensemble des moyens financiers  
disponibles pour les trois années à venir, la plus grande partie, c'est-à-dire 70 pour cent, sera  
engagée en faveur des pays les plus défavorisés et les plus pauvres (augmentation de 67  
pour cent en 1980-1986 à 71 pour cent en 1987-1989. Pour les pays à revenus moyens, les  
sommes engagées s'élèveront à un dixième environ du total de leurs moyens financiers; on  
note une légère diminution, nous passons de 10 à 9 pour cent pendant la période considérée.  
La coopération technique et l'aide financière bilatérale res- tent les instruments les plus  
importants de la politique suisse de développement. Près de 70 pour cent de tous les moyens  
financiers disponibles seront attribués à ces deux domaines d'activité. Le Conseil fédéral  
considère qu'à l'ave- nir aussi la Suisse doit participer, dans la mesure de ses possibilités,  
aux efforts entrepris dans ce domaine par les organisations internationales. Près de 30 pour  
cent des contributions accordées au titre de la coopération techni- que et de l'aide financière  
seront ainsi engagés dans des projets réalisés par des organismes multilatéraux. La  
répartition des moyens financiers en fonction des conti- nents ne subira pour ainsi dire pas  
de modification. Il est prévu d'attribuer à l'Afrique 46 pour cent des moyens des- tinés à la  
coopération bilatérale, 38 pour cent à l'Asie et 16 pour cent à l'Amérique latine. L'Afrique,  
et plus particu- lièrement la région sud du Sahara, restera, comme par le passé, le principal  
destinataire de l'aide publique suisse au développement. Sur le plan géographique, les  
moyens mis à disposition de la coopération bilatérale continueront à être engagés de

manière concentrée, condition préalable pour la pertinence et l'impact des activités de coopération. Sur l'ensemble de nos ressources, 69 pour cent seront consacrés à des actions de coopération qui se déroulent dans les 18 pays qui représentent nos pays de concentration, dont 10 en Afrique, 5 en Asie et 3 en Amérique latine. La responsabilité de l'exécution de projets de coopération technique et d'aide financière bilatérale sera, à l'avenir aussi, confiée en grande partie à des organismes extérieurs à l'administration, principalement aux oeuvres d'entraide privées suisses, à l'économie privée, aux universités et hautes écoles de notre pays ainsi qu'aux organismes internationaux de coopération. Les activités suisses de coopération technique et d'aide financière bilatérale se concentreront, à l'avenir aussi, sur un nombre relativement restreint de secteurs. Celui de l'agriculture gardera, bien entendu, sa place prépondérante. Une autre place importante sera donnée aux mesures qui encouragent le développement social: santé, planification familiale, approvisionnement en eau, formation professionnelle, la promotion de l'artisanat et de la petite industrie en vue de la création d'emplois, sylviculture et amélioration des infrastructures générales. Dans ce cadre inchangé des tâches qui relèvent de la coopération suisse au développement, les activités déployées se verront cependant attribuer de nouvelles priorités. C'est ainsi que le secteur de l'agriculture se préoccupera plus intensément, dans les années à venir, de questions relatives à la sécurité alimentaire. Dans tous les projets, et particulièrement en ce qui concerne les mesures de développement social, le rôle des femmes dans le processus de développement et la contribution qu'elles peuvent y apporter devront être plus largement pris en considération. Enfin, le Conseil fédéral envisage de soumettre à l'examen tous les grands projets par rapport à leur compatibilité avec l'environnement dans lequel ils se déroulent. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral a estimé que les zones agricoles étaient les seules à mériter un soutien. Etant donné la tendance de plus en plus marquée du transfert des populations rurales vers les villes, le Conseil fédéral pense devoir étudier le problème d'une aide au développement dans le cadre des zones urbaines. Il s'agit ici du seul vrai nouveau secteur qui vient s'ajouter aux activités publiques suisses dans les années à venir. Pour les membres de la commission, le problème de l'agriculture dans les pays en voie de développement - et donc la certitude d'obtenir de la nourriture - reste primordial. La commission soutient tous les efforts de la politique suisse d'aide au développement qui accordent la priorité à ce domaine agricole et veille à ce que les populations des pays en voie de développement puissent être nourries convenablement. C'est le seul et unique élément de base qui permette vraiment d'entrer dans les autres secteurs d'infrastructure ou de modifications socio-professionnelles telles que l'introduction de l'artisanat et de la petite et moyenne industrie. On a rendu attentifs les responsables de ce secteur au problème de la monoculture ainsi qu'aux prix insuffisants payés à la production des pays en voie de développement. Le Conseil fédéral doit utiliser son influence pour qu'aboutisse, dans les meilleurs délais, la conclusion d'accords internationaux qui tiennent compte de cette nécessité de modification de prix. On n'attache pas toujours l'importance qui convient au rôle de la femme, je viens de le dire, dans le processus de développement. La commission a rendu le Conseil fédéral attentif à ce fait et ce dernier s'est engagé à lui en accorder à l'avenir encore plus. Afin d'aboutir à une politique de développement plus efficace, le Conseil fédéral est également prié d'intensifier ses efforts dans le domaine du planning familial et bien entendu de la lutte contre les virus portant atteinte au système même de la société du tiers monde comme à la nôtre d'ailleurs. L'importance d'une bonne politique d'information dans le cadre d'une collaboration de développement n'est pas négligeable. Ce qu'apporté l'aide au développement fournie par la Suisse, des mandats en particulier à

l'industrie suisse, devrait être mieux communiqué à la population, et un matériel d'information plus complet devrait être mis à disposition des organismes privés chargés de la collaboration à ce dévelop-

Pays en développement. Coopération technique 712 N 9 juin 1987 pement qui pourraient ainsi mieux informer, eux aussi, les citoyennes et les citoyens. Toutefois, les importations des pays en voie de développe- ment ne devraient pas seulement consister en achats de marchandises - produits alimentaires ou produits à faible capacité monétaire - mais, si possible, également en achats de produits industriels. La commission, à l'unanimité, vous demande d'accepter la proposition du Conseil fédéral sur la continuation de la coopération technique et de l'aide finan- cière en faveur des pays en voie de développement. Afin d'éviter des redites, le président de la Délégation des finances m'a prié de vous faire savoir que cette délégation soutient également et unanimement ce projet. Widmer, Berichterstatter: Es wurde Ihnen ein Antrag unter- breitet, wonach im Laufe der nächsten drei Jahre auf dem Gebiet der Entwicklungshilfe 2,1 Milliarden Franken inve- stiert werden sollen. Im Laufe der letzten drei Jahre waren es 1,8 Milliarden Franken. Daraus geht hervor, dass der Bun- desrat die Auffassung vertritt, die Schweiz sollte auf dem Gebiet der Entwicklungshilfe vermehrte Anstrengungen unternehmen. Die primäre Begründung für diese leichte Erhöhung beim Einsatz der Mittel ist folgende: Im Durch- schnitt wendeten die OECD-Länder im Jahre 1985 0,35 Pro- zent ihres Bruttosozialprodukts für die Entwicklungshilfe auf. In der Schweiz sind es im laufenden Jahr 1987 0,31 Pro- zent, also weniger als der Durchschnitt der OECD-Länder. Die Absicht besteht darin, dass man bis zum Jahr 1990 auf 0,34 Prozent, also etwas näher an den Durchschnitt unserer natürlichen Vergleichspartner, kommt. Diese Aufwendun- gen sind im langfristigen Finanzplan und auch im Budget für das laufende Jahr vorgesehen. Wenn diese 2,1 Milliarden Franken für die nächsten drei Jahre verbindlich gesprochen werden sollen, so bedeutet das nicht, dass sie tatsächlich im Laufe dieser drei Jahre ausgegeben werden. Man schätzt, dass der Ablauf dieser so finanzierten Werke sich über ungefähr acht Jahre erstrecken wird. Welches sind die gene- relle Ueberlegungen, die uns immer wieder zum Entscheid führen, dass die Schweiz auf dem Gebiet der Entwicklungs- hilfe stärker tätig werden muss? Es sind zunächst einmal politische Ueberlegungen. Es ist unbestritten, dass Armut und Hunger in den betroffenen Ländern politische Unruhe schaffen, dass damit die Gefahr von Konflikten wächst und - umgekehrt - dass eine Hilfe zu besseren Lebensbedingungen einen Beitrag zur politischen Stabilisierung bedeutet. Zum zweiten hat die Schweiz ohne Zweifel ein wirtschaftli- ches Interesse daran, dass ein solcher Austausch auch in dieser Form erfolgt. Ich möchte vorläufig darauf verzichten, die Zahlen zu nennen. Ich möchte mir das vorbehalten für den Fall, dass irgend jemand behaupten sollte, wir gäben zuviel aus und hätten zuwenig Vorteile davon. Eines ist aber ganz klar: Auch wirtschaftlich besteht direkt und indirekt ein offensichtlicher Rückfluss von diesen Mitteln in unser Land. Der dritte Aspekt besteht darin, dass sich die Entwicklungs- hilfe heute auch um eine unversehrte Umwelt in diesen Entwicklungsländern bemühen muss. Es ist vermutlich auch unbestritten, dass die gewaltigsten Zerstörungen auf dem Umweltsektor in einzelnen Entwicklungsländern aus Man- gel an Aufklärung, aus Mangel an Mitteln erfolgen. Der vierte Gesichtspunkt schliesslich ist die Ueberschul- dung. Sie alle haben Kenntnis von diesem ständigen Thema, das die westliche Wirtschaft intensiv beschäftigt. Wir müs- sen Mittel und Wege suchen, um diese Ueberschuldungssi- tuation wieder in den Griff zu bekommen. Ein besonders akutes Thema bildet die eigentliche Krise in Afrika. Es gibt in Afrika eine Reihe von Ländern, die nun wirklich am Rand der Katastrophe stehen und wo

die Hilfe besonders dringlich geworden ist. Ich mache darauf aufmerksam, dass im Laufe der letzten Wochen in verschiedenen schweizerischen Zeitungen Reportagen über die Ausbreitung der Aids-Krankheit erschienen, beispielsweise in Tansania. Wenn man das liest, so kommt einem ja wirklich das reine Entsetzen an. Die Entwicklungshilfe, das ist der nächste Gesichtspunkt, ist Bestandteil unserer Aussenpolitik. Wir können keine Gesten wie eine Grossmacht tun; wir haben aber die Möglichkeit, gute Dienste anzubieten, Werke der Humanität zu unterstützen, vielleicht auch auf dem Gebiet der Kultur aktiver zu werden und schliesslich - das ist der Hauptpunkt in diesem Zusammenhang - materielle und technische Hilfe zu leisten, dort, wo sie am dringendsten ist. Wenn diese Entwicklungshilfe in einen Zusammenhang mit der Aussenpolitik gestellt wird, so ist daran zu erinnern, dass bei der Abstimmung über den Uno-Beitritt auch jene, die den Uno-Beitritt bekämpften, immer wieder sagten: kein Engagement als Vollmitglied der Uno, aber dafür Bereitschaft auf dem Gebiet der technischen Hilfe und der humanitären Zusammenarbeit. Trotz dieser klaren Ausgangsfakten ist die Entwicklungspolitik in der Schweiz immer ein Gegenstand der Auseinandersetzung gewesen. Immer wieder wurde gefragt: Geben wir zu viel? Und andere sagten: Geben wir nicht zu wenig? Dieses Parlament hat im Jahre 1976 ein Gesetz beschlossen, das die Grundzüge dieser Entwicklungshilfe festgelegt hat. Das Gesetz war damals recht lange umstritten. Man kann heute feststellen, dass es ein gutes Gesetz wurde und dass es vielleicht etwas unbescheiden formuliert - auch international an der Spitze der Entwicklung stand. Wir dürfen das heute mit einem gewissen Stolz feststellen. Damals sind in diesem kreativ erarbeiteten Gesetz Gedanken formuliert worden, die heute, zehn Jahre später, in allen Ländern der Welt als unbestrittene Erkenntnis taxiert werden. Beispiele dafür sind die Abkehr von den Grossprojekten, die Förderung der kleinräumigen Entwicklung, die Beachtung des Geburtenüberschussproblems und der klare Wille, durch Bildung, Erziehung und Schulung die betreffenden Völker auf eine höhere Stufe der Entwicklung zu bringen. Ich möchte auch nicht verschweigen, dass die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates vor einiger Zeit einen Anlauf genommen hat, sich dieser Probleme anzunehmen. Rückblickend muss ich sagen - es ist schade, dass Herr Rüttimann nicht im Saal ist, ich hätte es ihm gern persönlich gesagt -, dass wir diese Anstrengung der GPK eigentlich schätzten. Der Anlauf, den die GPK seinerzeit gemacht hat, war ein lobenswertes Unternehmen, das sich positiv auswirkte. Es ist sicher auch so, dass die angesprochene Verwaltung positiv auf jene Aktionen reagiert hat. Damit komme ich zum Schluss. Jeder von Ihnen, der auch nur ein wenig in die Welt hinausschaut, muss sich bewusst werden, was für ein unerhörter Gegensatz zwischen dem materiellen Wohlstand in der Schweiz und der grossen Armut in sehr vielen Ländern dieser Welt besteht. Niemand, der Entwicklungsländer bereist, kann sich diesen Eindrücken verschliessen. Die Hilfe, die nach solchen Eindrücken selbstverständlich wird, ist deshalb schwierig, weil man in jedem Einzelfall ausserordentlich hohe faktische Hürden überwinden muss. Es ist ausserordentlich leicht, Kritik an der Entwicklungshilfe zu üben. Es ist ein Kinderspiel, Fälle aufzuzeigen, wo man die Unvollkommenheit der Entwicklungshilfe darlegen kann. Es ist eine Tatsache, dass es in unzähligen Ländern, die Entwicklungshilfe empfangen, Korruption gibt in einem Ausmass, wie das in der Schweiz undenkbar wäre. Das sind Fakten, das ist die Wirklichkeit. Aber diese Wirklichkeit darf uns nicht davon abhalten, diesen Ländern dennoch Hilfe entgegenzubringen. Ich kann das nur in einem Satz zusammenfassen. Ich möchte all jenen, die der Entwicklungshilfe kritisch gegenüberstehen, dringend empfehlen, ein solches Land zu besuchen, selber einen Augenschein zu nehmen und festzustellen, in was für Verhältnissen die Menschen dort

leben. Wenn man das gesehen und ein Herz hat, kann man nicht anders als ja sagen zur schweizerischen Entwicklungshilfe. Frau Gurtner: Die Fraktion der POCH/PdA/PSA unterstützt grundsätzlich die Vorlage zur Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern. Aber ich zitiere hier Seite 18 des Berichts über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit 1976 bis 1985: «Viele ent-

9. Juni 1987 N 713 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit wicklungspolitische Leistungen der Industrieländer werden durch anders gerichtete wirtschaftliche Massnahmen oft derselben Länder behindert oder gar zunichte gemacht.» Diese Kritik wird also nicht von irgendwelchen Kritikern der ungerechten wirtschaftlichen Verhältnisse, sondern von unserer obersten Bundesbehörde gemacht. Es ist entscheidend, in welchem Umfeld die Entwicklungszusammenarbeit stattfindet, wer und welche Organisationen bei dieser Zusammenarbeit miteinbezogen werden und wem die Hilfe schlussendlich zugute kommen soll. Ich möchte hier deshalb erstens einige Anliegen bezüglich der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen ausführen, zweitens auf die Zusammenarbeit mit internationalen Organisationen eingehen und drittens unter dem Motto «Vergesst die Frauen nicht!» darauf aufmerksam machen, wieso die Hilfe leider allzu oft nicht bei den wirklich Armen, den Betroffenen, ankommt. Zu den wirtschaftlichen Rahmenbedingungen: Die Schweiz hat 1985 Entwicklungshilfe im Betrag von 667 Millionen Franken geleistet und aus Entwicklungshilfegeldern 1,313 Millionen verdient. Sie hat mit ihrer Entwicklungshilfe somit rund 650 Millionen Franken zu einem der Hauptprobleme der Drittweltländer, nämlich der Ueberschuldung, beigesteuert. Was die Zahlungsbilanz anbetrifft, hat sie von der Entwicklungshilfe sogar profitiert. Der Finanzplatz Schweiz ist einer der wichtigsten Verbündeten des rassistischen Südafrika und steht, sowohl was den Handel mit Gold als auch was die Vergabe von Krediten und Investitionen betrifft, in Südafrika an vorderster Front. Demgegenüber wird die schweizerische Entwicklungshilfe in Moçambique, einem der Schwerpunktländer der schweizerischen Entwicklungshilfe im südlichen Afrika, erschwert oder zum Teil zunichte gemacht durch Angriffe einer regierungsfeindlichen Terrorgruppe. Letztere kann nur dank der Finanz- und militärischen Hilfe von selten Südafrikas überleben. Ohne den schwunghaften Handel mit westlichen Industrieländern unter Mitwirkung insbesondere des Finanzplatzes Schweiz wäre Südafrika zu diesem völkerrechtswidrigen Handeln längst nicht mehr in der Lage. Fazit: Der Finanzplatz Schweiz ermöglicht und finanziert die Zerstörung oder zumindest die Verhinderung von schweizerischen Entwicklungshilfeprojekten in Moçambique. Ein zweites Beispiel: die Beziehungen Schweiz-Türkei. Die Schweiz ist eine der Hauptkreditgeberinnen an die türkische Militärdiktatur. Sie alle kennen das Staudammprojekt Atatürk. Es wurde in diesem Saal schon mehrere Male kritisiert. Mit der Exportrisikogarantie wurde ein Exportauftrag im Umfang von mehreren hundert Millionen Franken abgeschert, der in der Türkei über 40 000 Menschen landlos macht. Die Lebensgrundlage wird ihnen entzogen. Einige wenige dieser Flüchtlinge erreichen auch die Schweiz. Nun stehen wir vor der absurden Situation, dass der Flüchtlingsdelegierte, Peter Arbenz, offensichtlich Flüchtlinge aus der Türkei mittels Rückkehrhilfen - aus Entwicklungshilfegeldern finanziert! - in die Türkei zurückbringen will. Eine verfehlte Wirtschaftspolitik wird mit einer verfehlten Flüchtlingspolitik auf dem Rücken der Menschen in der Dritten Welt gemacht. Auf Seite 18 der Botschaft schreibt der Bundesrat, dass nur tiefgreifende wirtschaftliche Reformen und ein erneutes Ingangsetzen des Wachstums die Zahlungsfähigkeit und Kreditwürdigkeit der Wirtschaft in den Entwicklungsländern verbessern können. Es geht aber heute nicht mehr darum, ein Weltwirtschaftswachstum

ohne Berücksichtigung der ökologischen Folgen und vor allem ohne Berücksichtigung der elementaren Bedürfnisse der betroffenen Bevölkerung in Gang zu setzen. Das Schulbeispiel Brasilien zeigt deutlich, dass hohes Wachstum weder die Verschuldungsfrage und schon gar nicht die Probleme der Armut lösen kann. Im Zentrum einer wirkungsvollen Massnahme - hier könnte der Finanzplatz Schweiz ein gutes Beispiel geben - müsste ein Schuldenerlass oder zumindest ein langfristiges zinsfreies Schuldenmoratorium stehen. Es genügt nicht, wie das der Bundesrat auf Seite 18 weiter schreibt, dass in gewissen Fällen sogar ein Nachlass der Aussenschuld ins Auge gefasst und dieses Problem im Rahmen unserer Möglichkeiten und mittels für alle betroffenen Partner annehmbarer Lösungen geprüft werden könnte. Solches «Wischi-Waschi» hilft den Völkern der Dritten Welt nicht. Klare Entscheide und Massnahmen mit dem Ziel umfassender Schuldenerlasse sind das Gebot der Stunde. Insgesamt steht die Vorlage des Bundesrates im Zeichen der Fortführung des Bisherigen. Nur ein kleiner Teil der Kredite soll für wirklich neue Projekte ausgegeben werden. Dabei ist ein unheilvoller, steigender Trend zu multilateraler Hilfe festzustellen. Zu den 28 Prozent an Krediten an multilaterale Organisationen wären nämlich noch 19 Prozent an Leistungen, die direkt an von multilateralen Organisationen durchgeführte Projekte geleistet wurden, hinzuzuzählen. Heute werden also insgesamt bereits 47 Prozent aller Entwicklungshilfegelder multilateral ausgegeben, obwohl die selbst auferlegte Limite von 30 Prozent allgemein unbestritten ist. Auch die Petition «Entwicklungshilfe ist eine Überlebensfrage» - von 206 000 Personen unterschrieben - verlangt vor allem bilaterale Hilfe. Hier ist eine Umverteilung der Gelder gefordert. Damit komme ich zum dritten Punkt meiner Ausführungen: Wem soll die Entwicklungshilfe nützen? Nach den Grundsätzen der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit muss die Hilfe den direkt betroffenen, ärmsten Bevölkerungsschichten zugute kommen. Weltweit haben Armut und Hunger zugenommen. In besonderem Masse sind Frauen davon betroffen. Das «Jahrzehnt der Frau» hat die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Frauen in Entwicklungsländern nicht verbessern können. Die Forderung nach vermehrtem Einbezug von Frauen in die Entwicklung steht also heute im Raum. Gemäss dem Atlas «Women in the world» besitzen und kontrollieren Frauen überall auf der Welt einen geringeren Anteil des Vermögens als Männer. Wenn sie ihre Familien allein ernähren müssen, geraten sie in tiefere Armut als Männer. Unabhängig vom Ausmass der Armut setzt sich die arme Bevölkerung in steigendem Mass aus Kindern und Frauen zusammen. Man spricht von der Feminisierung der Armut. Weltweit gesehen hat mittlerweile ein Drittel aller Familien ein weibliches Oberhaupt. Frauen produzieren mindestens die Hälfte aller Nahrungsmittel der Welt, meist in armen Agrarländern und für den Eigenbedarf ihrer Familien. In Afrika leisten sie 60 bis 80 Prozent aller Landarbeit; in Asien und Afrika arbeiten fast alle weiblichen Arbeitskräfte in der Landwirtschaft, in Moçambique zum Beispiel 90 Prozent. Weil die Frauen den Grossteil der landwirtschaftlichen Arbeit zu Hause oder in der Nähe einer Wohnung in kleinem Rahmen als Teilzeit- oder Saisonarbeit verrichten, werden sie von offizieller Seite meist als unwichtig betrachtet. Als Folge davon werden die Frauen von wirtschaftlichen Entwicklungsprogrammen heute nicht berücksichtigt. Frauen machen die Hälfte der Weltbevölkerung aus, stellen einen Drittel der registrierten Arbeitskräfte, leisten zwei Drittel aller Arbeitsstunden, beziehen einen Zehntel aller Löhne und besitzen einen Hundertstel vom Vermögen. Zwei von drei Lesenden und Schreibenden sind Frauen; drei von vier unterernährten Personen sind Frauen und Kinder. Dies ist die triste Bilanz der Frauendekade. Im Bereich der Frauen haben die Bemühungen der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit noch keine substantiellen Resultate erreicht. Nur

eine bescheidene Zahl von Projekten dieser Art konnte bis heute lanciert werden. Lediglich 6 Prozent aller Aktivitäten beschäftigen sich mit frauenspezifischen Problemen. Dies zeigt die Bilanz im Bericht über die politische Entwicklungszusammenarbeit 1976 bis 1985, wie sie der Bundesrat auf Seite 48 zieht. Anhand des Beispiels Landwirtschaft, das einen Schwerpunkt schweizerischer Entwicklungshilfe bildet, möchte ich zeigen, wie Entwicklungshilfe schief laufen kann, wenn die Direktbetroffenen nicht einbezogen werden: Frauen sind vor allem in Subsistenzproduktion tätig: Sie produzieren Nahrungsmittel für die eigene Familie, für Kinder. Die Förderung des landwirtschaftlichen Sektors zielt

Pays en développement. Coopération technique 714 N 9 juin 1987 aber in erster Linie auf Ertragssteigerung und ist markt-orientiert. Mit ihrem Angebot an Agrotechnik, der Qualifizierung und der Kreditvergabe wenden sich Entwicklungsexperten vor allem an Männer. Damit verbunden ist die Vorstellung, dass der Mann Haushaltsvorstand und Familienernährer ist und die Familie eine gleichförmige soziale Institution ist, in der alle Mitglieder die gleichen Interessen und Zugangsmöglichkeiten zum Familienbudget haben. Dieses Bild stimmt aber nicht. Rund ein Drittel der Haushaltsvorstände sind weiblich. Und auch wenn ein Mann Einkommen hat, gibt er es nicht unbedingt für Nahrung und seine Familie aus, sondern oft für gesellschaftliche Prestige- und Luxusprodukte. Überall, wo die neue Agrotechnik zum Einsatz kommt, werden Männer ausgebildet, und diese verdrängen die Frauen aus ihren traditionellen Tätigkeitsbereichen. Durch die gleichzeitig stattfindende Verarmung und den arbeitsplatzvernichtenden Technikeinsatz kommt es zu einem Überangebot an Feldarbeitern und -arbeiterinnen. In der Konkurrenz mit den Männern finden Frauen immer seltener Beschäftigung oder werden ganz aus der Landwirtschaft verdrängt. Durch diese Marginalisierung im gesamten landwirtschaftlichen Sektor werden Frauen nicht nur von der Entwicklung ausgeschlossen, sondern sie werden zusätzlich diskriminiert. Hier müssen die Weichen klar anders gestellt werden. Die alten Projekte dürfen nicht einfach fortgesetzt werden; es müssen vielmehr neue Projekte geschaffen werden, die die betroffenen Frauen direkt einbeziehen. Dabei muss auf die besondere Lebensrealität der Frauen eingegangen werden. Entwicklungshilfe kann nicht länger einfach marktwirtschaftlich orientiert sein, weil der Markt und die Wirtschaft Männerdomänen sind. Diese Forderungen sind in der Praxis komplex, und es muss Neuland betreten werden. Personelle Konsequenzen sind unerlässlich, sollen die Forderungen nicht im Alltag und in den angeblichen Sachzwängen untergehen. Ich unterstütze deshalb das Gesuch der DEH um mehr Stellen, verlange aber, dass eine spezielle Frauenstelle eingerichtet wird, die sich der Forderung nach Einbezug der Frauen in die Entwicklung annimmt. 2,1 Milliarden Entwicklungshilfegelder sind nur sinnvoll eingesetzt, wenn einerseits die weltwirtschaftlichen Rahmenbedingungen zugunsten der Entwicklungsländer geändert werden und die Entwicklungshilfe andererseits tatsächlich den elementaren Bedürfnissen der Betroffenen entspricht. In der Hoffnung, dass hier konkrete Schritte unternommen werden, befürworten wir den vorliegenden Kreditantrag. Sager: Die Botschaft über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern besticht zunächst durch ihre Form. Es handelt sich um die leseleichte Darstellung einer alles in allem sehr vielschichtigen und auch dornenvollen Problematik. Was die Entwicklungshilfe als globale Generationenaufgabe an Erfolgen zu verzeichnen hat, wird zurückhaltend aufgeführt. Die leider und verständlicherweise viel zahlreicheren Rückschläge und Misserfolge werden offengelegt. Beim Leser wird Verständnis dafür geweckt. Es ist einsichtig, dass die Schweiz die technische Zusam-

menarbeit und Finanzhilfe nicht nur weiterführen, sondern verstärken muss. Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei stimmt deshalb dem Vorschlag einer Erhöhung dieser Leistungen von 1800 auf 2100 Millionen Franken für die nächsten drei Jahre zu. Erleichtert wird diese Zustimmung durch die Möglichkeit einer Verlängerung des Kreditrahmens, «falls die finanzielle Lage des Bundes dazu führen würde, die im Vergleich zu den Finanzperspektiven in das Bundesbudget aufgenommenen Beträge zu kürzen ....», wie in der Botschaft nachzulesen ist. Diese grundsätzliche Zustimmung zum Kreditbegehren bedeutet jedoch keinen Verzicht auf kritische Anmerkungen zum materiellen Gehalt der Botschaft. Einige seien hier aufgeführt. 1. Es wird wiederholt erklärt - so auf Seite 50 ff. der Botschaft -, dass die Zusammenarbeit der DEH mit den privaten schweizerischen Hilfswerken weitergeführt und sogar verstärkt werden soll. Gewiss, diese Hilfswerke haben auf dem Gebiet der technischen Zusammenarbeit grosse Erfahrungen gesammelt. Kein Zweifel, diese Hilfswerke mobilisieren einen grossen Idealismus im konkreten Einsatz. Aber es kann andererseits nicht übersehen werden, dass einige dieser Hilfswerke eine politisch-ideologische Zielsetzung verfolgen, die von der Mehrheit weder dieses Hauses noch unseres Volkes geteilt wird. Da die DEH für jeden Sammelfranken der Hilfswerke zwei Subventionsfranken zuschiesst - so glaube ich die Angaben in der Botschaft verstehen zu müssen -, ermöglicht der Bund diesen Hilfswerken einen Leistungsausweis, der weit über deren eigene Kräfte hinausreicht. So weit, so gut. Umgekehrt wird natürlich dieser erhöhte Leistungsausweis auch zur Geldsammlung eingesetzt, von welchen Betreffnissen dann wiederum Mittel für einen ideologischen Einsatz in unserem Lande abgezweigt werden. Um die Entwicklungszusammenarbeit und ihre Verankerung in unserem Volke wäre es vermutlich besser bestellt, wenn die DEH konsequent mit Hilfswerken zusammenarbeiten würde, die auf parteiliche innenpolitische Arbeit verzichten. 2. Bezüglich künftiger Gewichtsverschiebungen wird auf Seite 40 angekündigt, dass die sogenannten Frontlinienstaaten verstärkter Hilfe teilhaftig werden sollen. Das ist eine wesentlich politische Entscheidung, die eingehendere Begründung verdiente, zumal auffällt, dass die Länder, die planwirtschaftlichen Modellvorstellungen folgen, eine Vorzugsbehandlung zu geniessen scheinen. Vordergründig kann man dieses Bestreben durchaus verstehen, da die Planwirtschaftsländer im Vergleich zu jenen Staaten, die marktwirtschaftliche Elemente pflegen, erheblich schlechter abschneiden. Aber das läuft dann auf die Unterstützung kostspieliger Ideologie-Experimente durch die Demokratien hinaus, und das sollte doch eher den nördlichen Planwirtschaftsländern überlassen bleiben. 3. Die Beachtung der Menschenrechte in den Partnerländern wird in der Botschaft Seite 28 etwas nuanciert. Bis anhin war sie eine entscheidende Voraussetzung für schweizerische Einsätze. Nach Auffassung der SVP-Fraktion sollte das so bleiben. Die Missachtung von Menschenrechten darf nicht zu einem blossen Ueberdenken führen, wenn - ich zitiere aus der Botschaft - «diese Verletzungen unsere Entwicklungszusammenarbeit daran hindern, die angestrebten Ziele zu erreichen». 4. Die Entwicklungszusammenarbeit wird fortan 700 Millionen Franken jährlich kosten. Das ist ein ansehnlicher Ausgabenposten, der im fernerem Ausland mehr oder weniger wirksam wird. Zudem werden mit der Entwicklungshilfe - wie eben geschildert - gelegentlich ideologische Anliegen verknüpft. Diese Umstände könnten im Volke eine wachsende Ablehnung bewirken. Dieser Gefahr ist vorausschauend entgegenzuwirken, unter anderem indem die Revision des Finanzgebarens im Ausland und die Evaluation der Projekte nicht im Auftrag der DEH oder durch ihre hauseigenen Stellen, sondern durch eine unabhängige Institution im Auftrag einer übergeordneten Behörde erfolgt. Das sind einige kritische Anmerkungen, die indes

nicht zu einer Ablehnung des Kreditbegehrens führen, aber doch als Vorbehalte gedacht sind und als Ueberlegungen weiterverfolgt werden. Ich benütze die Gelegenheit, mich ganz kurz auch noch zum Bericht 87.011 zu äussern, zum Bericht über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit 1976 bis 1985, der gleich anschliessend behandelt wird. Es ist dies eine Fleissarbeit, die Denken und Handeln der DEH-Verantwortlichen umreisst, aber er genügt den hohen Qualitätsansprüchen bundesrätlicher Botschaften in keiner Weise. Er stellt eine unverbindliche Plauderei dar, die intern durchaus klärend wirken kann, daher nötig sein mag und sogar die Grundlage für einen eigentlichen Bericht darzustellen vermöchte. Aber ein solcher sollte wesentlicher straffer, konkreter und präziser ausfallen. Der Bericht ist angereichert mit vagen Begriffen, die viele und verschiedenste Auslegungen zulassen und daher Missverständnisse erleichtern. Unter dem Titel «Poli-

Q.Juni 1987 715 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit tiki-dialog», um nur ein Beispiel herauszugreifen, wird auf den Seiten 50 ff. ein Vorgang beschrieben, der von der notwendigen Erörterung politischer Auswirkungen von Entwicklungsprojekten unter den Partnerländern bis hin zur ideologischen Einflussnahme auf die Entwicklungsländer reichen kann. Das veranschaulicht die folgende Passage: «Neu ist, dass in den letzten Jahren vermehrt auch Aspekte gesamtwirtschaftlicher Natur in den Dialog einbezogen werden. Die Erkenntnis der Wichtigkeit der wirtschafts- und sozialpolitischen Rahmenbedingungen verbunden mit den akuten Zahlungsbilanzproblemen vieler Entwicklungsländer hat in den letzten Jahren den Politikdialog im Rahmen von Programmhilfen aufleben lassen.» Weil der Bericht mit derartigen Phrasen - um nicht zu sagen Schwülstigkeiten und Aufgeblasenheiten - angereichert ist, nimmt ihn die Fraktion der SVP ohne jegliche Begeisterung zur Kenntnis. M. Eggly-Genève: Je me permets de prendre la parole au sujet des deux objets, c'est-à-dire, d'une part, le message portant sur le crédit et, d'autre part, le rapport sur la politique de la coopération au développement 1976-1985. Le groupe libéral entre en matière sur le projet d'arrêté permettant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en voie de développement. Il votera le crédit de 2,1 milliards qui nous est demandé. Depuis toujours, nous avons considéré que la coopération au développement est un élément essentiel de notre politique étrangère, de notre politique de sécurité au sens le plus large du terme. Il en va bien sûr d'une dimension morale. On ne saurait se résigner à voir la majeure partie de la planète se débattre dans des problèmes de survie tandis que le monde industrialisé, lui, se contenterait de gérer sa prospérité. Pour la Suisse, qui a inscrit la maxime: «Neutralité, solidarité» au fronton de sa politique, l'élan pour la coopération au développement devrait être une seconde nature. Tel n'est pas toujours le cas, il faut bien l'avouer. Autant les Suisses sont enclins à réagir aux appels humanitaires, autant ils ne sont pas toujours pleinement conscients de la nécessité d'une coopération au développement en profondeur. Cela explique que l'aide publique suisse quantitativement ne correspond pas encore à la moyenne recommandée par l'OCDE et que la Suisse n'ait pas encore la meilleure figure quant à son effort en comparaison internationale. Le groupe libéral se félicite du fait que l'augmentation du crédit-programme, par rapport au précédent, nous rapproche de ce pourcentage du produit national brut qui est jugé convenable. Toutefois, les libéraux prennent ce pourcentage comme une indication sans y attacher une importance excessive. Il n'y a pas toujours des critères semblables pour évaluer le produit national brut ni pour déterminer ce qui est aide au développement. On serait peut-être étonné en examinant de plus près certaines indications statistiques données par certains pays. Finalement, ce qui compte c'est la qualité de l'aide suisse et cette qualité a été expressément reconnue par des organismes spécialisés tels le

Comité d'aide au développement de l'ONU (CAD) ou le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), lesquels, n'en déplaie à M. Soldini, ont des exigences d'efficacité indiscutables. Mais nous reviendrons sur ce point au moment où M. Soldini défendra sa proposition. Et puis, les libéraux n'appartiennent pas à ces milieux sectaires qui n'envisagent le développement que sous l'angle de l'aide publique. Le message relève très bien l'ensemble des facteurs de développement parmi lesquels les investissements privés jouent un très grand rôle. Des connections entre l'aide publique, notamment financière, et les investissements de l'économie privée sont très souhaitables. Nous saluons donc la pratique des crédits mixtes, le système de garantie des risques à l'exportation et aux investissements. D'une manière générale d'ailleurs, nous saluons les accents mis sur la coordination, sur l'harmonisation des efforts. Il faut qu'une aide s'insère dans un programme cohérent du pays bénéficiaire. Une réalisation trop isolée ne garantissant pas un suivi, une relève indigène des correspondances avec d'autres efforts analogues n'est que coups d'épée dans l'eau ou dans le sable. D'autres efforts, disais-je! Nous entendons par là ceux des pays concernés, ceux des organisations internationales et ceux d'autres pays donateurs. Manifestement, la Direction de la coopération au développement est très consciente de cette nécessité de la coordination. L'effort de réflexion, la volonté d'agir en ce sens de M. Staehelin, ambassadeur, et de ses collaborateurs, nous ont frappés à la lecture du message et au cours des discussions en séance de commission. Nous approuvons aussi la continuité de l'accent mis sur l'aide en régions rurales. Indiscutablement, si l'on peut enrayer les migrations vers les villes, concourir à assurer l'auto-alimentation, l'autosubsistance des gens dans les milieux naturels, là où ils ont leurs racines et leurs équilibres familiaux, culturels, tribaux, c'est le mieux. Certes, l'on ne peut pas nier la réalité de ces migrations mais que l'accent principal de l'aide suisse aille dans ce sens est une chose heureuse. Cela correspond d'ailleurs aux exigences de notre loi tout comme correspond la concentration de notre aide dans certains pays, notamment les pays les plus pauvres. Bien sûr, dans ces régions, il est souvent besoin d'une aide humanitaire urgente mais c'est bien une aide en profondeur qui peut fixer les populations sur leurs terres en les aidant à mieux vivre. C'est le moment ici de souligner que cette coopération au développement, de la part des pays développés, est peut-être le meilleur moyen de s'attaquer au douloureux problème des réfugiés. Aider sur place et favoriser les conditions de vie, dans des régions naturelles, c'est certainement mieux, et pour eux et pour nous, que de laisser s'engouffrer à nos frontières des cohortes de migrants, de ces réfugiés économiques qui ne correspondent pas aux critères de l'asile traditionnel. En revanche, je pense que la proposition de M. Schule, qui veut que l'on émarge à ce crédit pour aider au renvoi des requérants d'asile chez eux, n'est pas à sa place, quand bien même, naturellement, il faut aider au retour des requérants le cas échéant. Mais la meilleure chose que nous puissions faire pour concourir à contenir le problème des réfugiés, c'est certainement de la coopération au développement. Quant au contenu de notre aide, nous saluons aussi l'accent mis sur la dimension de la sauvegarde de l'environnement, sur la maîtrise de la démographie, sans doute le plus grand point d'interrogation pour l'avenir de ces pays, sur la formation de responsables locaux et j'y insiste sur le rôle-clé de la femme dans le développement comme facteur de stabilisation, de transmission des connaissances et de développement. Oui, les libéraux considèrent que la coopération au développement est au centre de notre politique de sécurité au même titre que la défense nationale. Ils estiment que la Suisse doit mettre tout son poids afin que cette aide se fasse de la manière la plus coordonnée possible tant avec les pays bénéficiaires qu'avec les autres pays donateurs, notamment par le truchement des organisations internationales. Je voudrais maintenant,

Monsieur le Président de la Confédération, si vous le permettez, émettre quelques réflexions à propos du rapport mais aussi du message car ils sont liés et diverses considérations se recoupent. Ce rapport sur la politique de coopération au développement 1976-1985 répond, je le souligne, à une demande de la Commission des affaires étrangères. Il faut se féliciter d'avoir à disposition un tel document qui montre notamment par quelles étapes ont passé les conceptions et les pratiques en matière de coopération au développement durant cette période. On en tire, avec le Conseil fédéral, la conclusion qu'il faut demeurer fidèle à certaines constantes: aide à l'agriculture, pays de concentration, mais qu'il faut également insister sur les accents nouveaux: coordination entre pays donateurs notamment.

Pays en développement. Coopération technique 716 N 9 juin 1987 A vrai dire ici, sans emboîter tout à fait le pas de M. Sager, j'exprime pourtant un regret à propos de ce rapport. Sa réflexion est plutôt générale et l'on n'apprend pas grand-chose de nouveau sur l'action suisse concrète durant ces années. Quels projets ont bien marché, lesquels ont rencontré des difficultés, qu'en est-il de celui-ci, de celui-là, typiques, (car on ne peut pas les passer tous en revue) après quelques années? La relève indigène fut-elle assurée dans tel cas? Pourquoi ne le fut-elle pas dans tel autre? Comme j'exprimais ce regret en séance de commission, l'ambassadeur Staehelin a pu me démontrer qu'un tel exercice critique, complet et précis, avait eu lieu à usage interne. J'aurais tendance à penser, Monsieur le Président de la Confédération, que l'ensemble de ce Parlement aurait eu quelque bénéfice à ressentir plus nettement, exemples à l'appui, l'existence d'un tel exercice critique au-delà des généralités aussi intéressantes fussent-elles. En effet, le problème de l'information, d'une bonne information, vraie et mobilisatrice, mobilisatrice parce que vraie est très important à mes yeux. Vous êtes bien de cet avis et vos collaborateurs aussi d'ailleurs, puisque la Suisse vient de prendre l'initiative d'une journée de discussion sur ce problème de l'information avec des hauts responsables de l'ONU. Là encore, c'est un point positif à relever pour la direction de l'aide au développement. Je crois qu'en Suisse il faudrait veiller à expliquer mieux et plus clairement, plus simplement et plus continuellement ce qu'il en est de notre coopération technique. A cet égard, je pense à ce rapport; l'exercice n'est pas parfaitement réussi. Ce rapport, qui a dû pourtant demander beaucoup de travail, n'est pas l'événement politique et médiatique qu'il aurait pu être. L'occasion suscitée par la Commission des affaires étrangères n'a pas été pleinement saisie. Revenons toutefois à quelques considérations générales. Le développement des pays sous-développés, dans des situations très différentes les uns des autres, dépend de nombreux facteurs. Il faudrait s'attarder sur les composantes financières et commerciales internationales, l'endettement, le prix des produits exportés par les pays en voie de développement. La Suisse concourt aux efforts de rééquilibre, au GATT et ailleurs. Force est pourtant de constater des contradictions auxquelles nous avons part: des politiques protectionnistes de pays développés, des subventions aux exportations, des soutiens, par exemple dans l'agriculture qui annulent, dans une certaine mesure, des efforts de coopération. Le message le relève fort bien. Dans cette dimension internationale, davantage de cohérence est à rechercher et la Suisse doit y concourir. Un autre point m'a frappé. Proportionnellement, il y a moins de gens qui meurent de faim dans le tiers monde, plus d'enfants scolarisés, moins de malades. L'espérance de vie a augmenté. Mais, en chiffres absolus, il y a plus de victimes, plus de sous-alimentés, plus de malheureux. Pourquoi? Naturellement, à cause de l'explosion démographique. Comment arriver à des programmes de développement coordonnés qui permettent d'atteindre ce palier de développement, ce niveau au-delà duquel une planification des naissances est possible

et raisonnable, et cela sans casser les équilibres humains, sans contrainte étatique insupportable? De quelle manière la Suisse peut-elle apporter son concours à une meilleure maîtrise de cette dimension démographique? Je ne demande pas une réponse maintenant, Monsieur le Président de la Confédération, mais je suggère une information suivie, dans ce domaine qui intéresse et angoisse plus d'un Suisse. J'aborde enfin le dernier point, l'aspect plus proprement politique. J'ai cru comprendre que l'évolution de la pensée et de la pratique en matière de coopération au développement mettait en évidence la coordination avec les programmes nationaux des pays bénéficiaires. Autrement dit, il ne suffit plus d'assurer des projets concrets sur le terrain à l'avantage de populations précises directement concernées, encore faut-il que ces projets s'intègrent dans une politique nationale cohérente du pays bénéficiaire, par exemple, en faveur des paysans, dans le pays considéré. Autrement dit encore, lorsqu'un pays est sous la coupe d'un régime totalitaire qui foule aux pieds les droits de l'homme, et le message insiste sur ce point, et que ce régime pratique dans le domaine économique la discrimination, l'arbitraire, l'autoritarisme, que faut-il faire? Que faut-il faire lorsque le résultat, qui peut être aggravé aussi par des troubles ou des guerres civiles, aboutit à une dégradation, en moyenne, du niveau de vie de l'ensemble de la population? Faut-il continuer tout de même l'aide? Vous vous souvenez que la question fut posée dans ce conseil à propos du Nicaragua. En prenant des régimes d'idéologies tout à fait différentes, ne pourrait-on pas la poser à propos du Pakistan, du Tchad ou d'autres pays à dictature militaire? Je connais la réponse de la DDA. Il faut maintenir une présence tant que cela est possible, afin de ne pas couper l'effort. Il faut, en somme, attendre des jours meilleurs en assurant une continuité. Jusqu'à un certain point, cette réponse me satisfait. C'est bien pourquoi, d'ailleurs, les libéraux par exemple n'ont pas demandé la coupure de l'aide au Nicaragua, alors que, dans leur ensemble, ils reconnaissent le caractère totalitaire de ce régime. Toutefois, le Conseil fédéral relève lui-même qu'entre l'exigence de la loi, aider des populations et non des régimes, et celle, plus affirmée, de la coopération, inscrire les projets dans des programmes de développement cohérents de la part des pays bénéficiaires, il peut y avoir et il y a souvent contradiction. Je ne suis pas loin de penser, Monsieur le Président de la Confédération, qu'il faudrait parfois envisager ou en tout cas réfléchir à l'hypothèse d'une coupure momentanée d'une aide lorsque les conditions politiques dans un pays donné -j'entends également la politique économique qui en dépend-annulent en quelque sorte globalement l'efficacité de cette aide. Mais il peut aussi y avoir là matière à optimisme relatif. Le renforcement de la coordination dans les efforts d'aide, notamment entre pays donateurs, avec les organisations internationales, l'exigence d'inscrire ces efforts dans des efforts nationaux et internationaux plus cohérents et plus efficaces, voilà qui peut peut-être servir de pression sur des régimes totalitaires, autoritaires, afin de les amener à relâcher leur politique discriminatoire, à étouffer leurs envies congénitales d'atteinte aux droits de l'homme et d'autoritarisme économique. Or, durant les années qui viennent, il serait bon que le Conseil fédéral approfondisse, affine cette réflexion sur cet aspect des choses. Cela étant dit, le groupe libéral, prend connaissance de ce rapport qui le renforce dans sa conviction que notre politique de coopération au développement est un des pôles de notre politique étrangère et un élément indissolublement lié aux autres de notre politique de sécurité.

Renschler: Auf den ersten Blick vermittelt der Rahmonkredit von 2,1 Milliarden Franken für die technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe zugunsten der Entwicklungsländer das Bild einer recht grosszügigen Schweiz. Bei näherer Betrachtung allerdings, vor allem aus der Sicht der Entwicklungsländer, bleibt von dieser Grosszügigkeit kaum mehr viel übrig. Viele

Entwicklungsländer stehen, wie Sie wissen, vor gigantischen Problemen, zu deren Lösungen diese 2,1 Milliarden Franken nur einen sehr bescheidenen Beitrag leisten können. Die beiden wohl wichtigsten und schwerwiegendsten Probleme der Dritten Welt sind die Bevölkerungsentwicklung und die Verschuldung. In diesem Jahr - man behauptet, in diesen Tagen sogar - wird die Menschheit die Fünfmilliardengrenze überschreiten. In manchen Entwicklungsländern lässt das rasante Bevölkerungswachstum kaum Verbesserungen der Lebensbedingungen auf breiter Front zu. Bis zur Jahrhundertwende wird beispielsweise für Indien ein Bevölkerungswachstum von 30 Prozent, für Brasilien von 40 Prozent und für Nigeria sogar von über 50 Prozent geschätzt. Diese Bevölkerungsentwicklung hat viel mit der wirtschaftlichen

9. Juni 1987 N 717 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit Situation in den betreffenden Ländern zu tun. Not und Elend erzeugen in weiten Teilen der Bevölkerung Existenzangst, die zu einem Auslöser für Kinderreichtum wird. Da es an materieller Sicherheit fehlt, wird eine zahlreiche Nachkommenschaft gewissermassen als Lebensversicherung betrachtet. Massnahmen zur Beeinflussung der Bevölkerungsentwicklung bleiben deshalb wirkungslos, wenn sie nicht mit Verbesserungen der wirtschaftlichen Situation der in Armut lebenden Bevölkerung gekoppelt sind. Hier muss man sich vorstellen, dass rund eine Milliarde Menschen, das ist ein Fünftel der Weltbevölkerung, am Rande des Existenzminimums lebt. Die Verschuldung der Dritten Welt hat auch eine Grenze überschritten, nämlich die Grenze von 1000 Milliarden Dollar. Seit Anfang der siebziger Jahre war eine deutliche Privatisierung der Kapitalbeziehungen zu den Entwicklungsländern zu verzeichnen. Der Anteil der privaten Kredite an den Schulden der Entwicklungsländer stieg von einem Fünftel auf fast die Hälfte an. Mit dem Ausbruch der offenen Schuldenkrise sackte der Anteil der privaten Kapitalflüsse wieder auf das Niveau von 1960 und der folgenden Jahre zurück. Die augenfälligste Auswirkung der Schuldenkrise zeigt sich in der Umkehr der traditionellen Kapitalflüsse. Seit 1984 zahlt die Dritte Welt den Industrieländern mehr an Schuldendienst zurück, als sie an neuen Krediten erhält. Der für die Entwicklungsländer negative Kapitaltransfer betrug 1984 11 Milliarden Dollar, 1985 26 Milliarden Dollar und 1986 29 Milliarden Dollar. An der Verschuldung der Dritten Welt ist der Finanzplatz Schweiz mitverantwortlich. Auch Schweizer Banken gewähren grosszügige Kredite für Zwecke, die der wirtschaftlichen Entwicklung in der Dritten Welt mehr schaden als nützen. Für die Verwendung der Kredite an Entwicklungsländer galt bisher leider - muss ich sagen - folgende Faustregel: Ein Drittel der Kredite wurde für investive Zwecke verwendet; er floss aber zu einem grossen Teil in Mammut- und Prestigeprojekte, Projekte, die häufig zu Investitionsruinen, zu sogenannten «weissen Elefanten», wurden. Ein zweites Drittel der privaten Investitionen und Kredite verpuffte für konsumtive Zwecke, vor allem wenn die Kredite für die Luxusgüter der Elite verbraucht wurden. Der letzte Drittel der Kapitalhingen privaten Art floss in der Regel als Fluchtkapital wieder aus dem Land, in das er gegeben worden war. Dass erhebliche Mengen dieser Fluchtgelder den Weg in die Schweiz fanden, ist längst kein Geheimnis mehr. Der Finanzplatz Schweiz ist mit der «Kleptokratie» der Dritten Welt eng verknüpft. Vor dem Hintergrund der beinahe hoffnungslos scheinenden Bevölkerungsprobleme der Dritten Welt und vor dem Hintergrund der vom Finanzplatz Schweiz mitverantworteten Schuldenkrise verliert der Rahmenkredit von 2,1 Milliarden Franken den Glanz der Grosszügigkeit. Was übrigbleibt, ist bestenfalls noch die Abgeltung des schlechten Gewissens. Allerdings wird diese Abgeltung keineswegs so teuer erkaufte, wie es den Anschein macht. Der grösste Teil der 2,1 Milliarden Franken wird, wie schon

bei früheren Rahmenkrediten, für Waren und Dienstleistungen in der Schweiz selbst ausgegeben. Einer Statistik im Bericht des Bundesrates über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit in den letzten zehn Jahren kann entnommen werden, dass in erster Linie die Schweiz selbst von der Erhöhung der öffentlichen Entwicklungshilfe Nutzen zieht. 1980 beliefen sich die öffentlichen Entwicklungsgelder auf 412 Millionen Franken. Diese Summe indizierte in der Schweiz Zahlungen von 337 Millionen Franken. Dazu kamen Ausgaben der Weltbank von 214 Millionen Franken in unserem Land. Die Ausgaben in der Schweiz lagen somit um 139 Millionen Franken über den öffentlichen Entwicklungsgeldern. 1985 betragen die öffentlichen Entwicklungsgelder 681 Millionen Franken. Die Ausgaben in der Schweiz, inklusive diejenigen der Weltbank, lagen 1985 aber um 631 Millionen Franken über der Summe der öffentlichen Entwicklungsgelder. Nahm also das Volumen der öffentlichen Entwicklungsgelder von 1980 bis 1985 um 64 Prozent zu, so erhöhten sich die Nettoausgaben bei uns um sage und schreibe 350 Prozent. Die öffentliche Entwicklungshilfe ist somit für uns zum Geschäft geworden. Hier dürfte wohl auch ein wichtiger Grund dafür liegen, dass die öffentliche Entwicklungshilfe, die früher häufig im Schussfeld der Kritik durch die Privatwirtschaft stand, nun eine breite Akzeptanz findet. Nicht wegen des Geschäfts aus den öffentlichen Entwicklungsgeldern, sondern wegen des notwendigen Ausgleichs zwischen Entwicklungsländern und Industriestaaten stimmt die sozialdemokratische Fraktion dem Rahmenkredit in der vorgesehenen Höhe zu. Wir sind aber aufgrund der gemachten Ausführungen der Meinung, dass der Anteil der finanziellen Mittel, der in der Dritten Welt direkt eingesetzt wird, stark erhöht werden muss. Wir legen ferner Wert darauf, dass das Verhältnis von 2 zu 1 zwischen bilateraler und multilateraler Hilfe nicht zugunsten der multilateralen Leistung verschoben wird. Diese Verschiebung soll auch nicht stattfinden über Kofinanzierung oder assoziierte Hilfe, obwohl diese beide Formen internationaler Hilfe der bilateralen Leistung zugeordnet sind. Wir stehen insbesondere der Kofinanzierung bei der IDA in der Grössenordnung von 135 Millionen Franken, auf drei Jahre gerechnet, skeptisch gegenüber. Dieses Kofinanzierungsprogramm der IDA ist als indirekte Beteiligung an der achten Wiederaufstockung der IDA-Finzen gedacht. Hier muss einmal mehr darauf hingewiesen werden, dass das Volk im Juni 1976 ein Darlehen an die IDA von 200 Millionen Franken mit guten Gründen abgelehnt hat. Bei der assoziierten Hilfe und bei der Kofinanzierung müssen wir auch darauf beharren, dass die unterstützten Projekte besser kontrolliert werden und dass vor allem auch Evaluationen durchgeführt werden. Diesen Auftrag hat der Bundesrat bereits mit dem jetzt noch geltenden Bundesbeschluss bekommen. Er ist auch im neuen Bundesbeschluss enthalten und soll endlich auch vollumfänglich durchgeführt werden. Der Bundesrat betont in seiner Botschaft die Bereitschaft, vermehrt mit NGO (mit nichtstaatlichen Organisationen) zusammenzuarbeiten. Wir befürworten die Unterstützung von NGO; denn durch sie lässt sich die Hilfe meist am besten auf die direkten Bedürfnisse der armen Bevölkerung ausrichten. Es stellt sich hier allerdings die Frage, wer der Partner dieser NGO sein soll. In den Grundsätzen der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit wird diese Rolle in erster Linie den privaten schweizerischen Hilfswerken zugeordnet. Wir sehen ein gewisses Risiko, wenn sich der Bund selbst in zunehmendem Masse zum Partner von NGO macht. NGO stehen häufig in Opposition zu ihren eigenen Regierungen. Entweder riskiert der Bund diplomatische Schwierigkeiten, oder er beschränkt sich auf regierungnahe NGO, was in manchen Entwicklungsländern Zweifel aufkommen lassen dürfte, ob dann dort tatsächlich - obwohl es NGO sind - die benachteiligte Bevölkerung von der Hilfe am ehesten profitiert. Jedenfalls ist sicher, dass

private Entwicklungshilfeorganisationen einen breiteren Spielraum aufweisen als staatliche. Zum Schluss weise ich mit allem Nachdruck darauf hin, dass die Entwicklungszusammenarbeit, die mit dem neuen Rahmenkredit weitergeführt werden soll, nur ein Instrument darstellt, um die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse in der Dritten Welt zu verbessern. Die Wirksamkeit dieses Instrumentes bleibt beschränkt, solange es keine Weltwirtschaftsordnung gibt, die kategorisch auf den wirtschaftlichen Ausgleich zwischen Entwicklungsländern und Industrieländern ausgerichtet ist. Zu einer solchen Weltwirtschaftsordnung gehören höhere Preise für die Rohstoffe der Dritten Welt, Abbau von Handelsschranken, Schuldenerlass, Verhinderung der Kapitalflucht sowie konsequente Beschränkung von Investitionen und Krediten auf entwicklungspolitisch relevante Projekte. Statt die Dritte Welt als Eldorado der Profitwirtschaft auszunutzen, müssen die Entwicklungsländer zum Prüfstein weltweiter sozialer Verantwortung werden. Nur so besteht eine echte Chance, Not und Elend auf der Welt abzubauen.

Pays en développement. Coopération technique 718 N 9 juin 1987 Die SP-Fraktion ist für Eintreten - ich habe das schon erwähnt - und stimmt dem Bundesbeschluss nach der Vorlage des Bundesrates zu. Fischer-Sursee: Für die CVP-Fraktion spreche ich gleichzeitig zur Botschaft über den Rahmenkredit und zum Bericht über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit, da beide Probleme ineinandergreifen. Die CVP ist von jeher einer aktiven und effizienten Entwicklungszusammenarbeit und humanitären Hilfe verpflichtet. Es geht dabei primär um eine moralische Verpflichtung, nämlich um unsere Verantwortung gegenüber den minderbemittelten Mitmenschen, um unseren Beitrag zur Erhaltung des Friedens und der internationalen sowie der damit verbundenen eigenen Sicherheit. Wir bejahen mit unserer Teilnahme an den Entwicklungsbemühungen aber auch den Schutz unserer legitimen wirtschaftlichen Interessen. Die CVP-Fraktion stimmt aus diesen Überlegungen heraus dem Rahmenkredit zu und nimmt vom Bericht Kenntnis. Ich beschränke mich im folgenden auf einige Bemerkungen. 1. Der Bericht zur Entwicklungszusammenarbeit - er dürfte etwas lesbarer sein - ist eine allgemeine Gesamtdarstellung und Analyse der Problematik. Wir vermerken positiv, dass der Bericht teilweise selbstkritisch ist und die begangenen Fehler und Versager offen darlegt. Bei der Komplexität der Entwicklungszusammenarbeit ist es nicht zu verhindern, dass einzelne Projekte aus verschiedensten Gründen scheitern können. Das müssen wir anerkennen und akzeptieren. Wichtig ist aber, dass aus Versagern gelernt wird, dass die Konsequenzen gezogen und die gleichen Fehler nicht wiederholt werden. Dafür leistet der Bericht eine Hilfe. Hingegen ist er nach unserem Dafürhalten zu allgemein gehalten, um uns Parlamentariern ein echtes Hilfsmittel zu sein. Bei der Versagerquote von 17 Prozent, wie es im Bericht angegeben wird, sticht nicht die Zahl ins Auge, wohl aber der angegebene Grund, nämlich mangelnde Vorbereitung. Wir haben zwar für den jeweils bestehenden Zeitdruck und den lokalen Druck Verständnis, sind jedoch der DEH dankbar, dass sie sich bemüht, diesen Mangel zu beheben. 2. Nebst dem eigenen Unvermögen ist es vor allem auch das weltwirtschaftliche Umfeld, das den Entwicklungsländern fast unüberwindbare Hindernisse in den Weg legt. Ich denke dabei an den sich vermehrt abzeichnenden Protektionismus, der Handelsschranken aller Art gegen die Exporte der Entwicklungsländer aufbaut, und vor allem an die Verschuldung und den damit verbundenen Zinsendienst, der die Exporterlöse aufzehrt. Damit lassen wir Industrienationen die Entwicklungsländer verkommen. Mit dem Umstand, dass einige USA-Banken Milliarden zurückstellen, ist das Problem nur bankintern geregelt, nicht aber extern gelöst. Länder, für die Rückstellungen getätigt wurden, werden kaum mehr Kredite

erhalten. Damit wird die Situation für diese Entwicklungsländer noch schwieriger. Die DEH hat - wie sie im Bericht darlegt - diese Problematik ebenfalls erkannt. Wir begrüßen es, wenn sie diese in ihre Ueberlegungen einfließen lässt. Dabei ist klar, dass das Verschuldungsproblem weder durch die DEH noch durch die Entwicklungsländer gelöst werden kann; nicht einmal mehr die Banken allein sind dazu in der Lage. Das ist vielmehr eine brennende Aufgabe aller Industrienationen. Unsere Aussenpolitik könnte auf diesem Felde aktiver werden und versuchen, zu Lösungen ihren Beitrag zu leisten. Richtig erscheint uns in diesem Zusammenhang das Ziel der DEH, nur Projekte zu verwirklichen, die nicht enorme Folgekosten haben, die entweder nur durch dauernd wiederkehrende Beiträge oder durch weitere Verschuldungen abgedeckt werden können.

3. Nach wie vor erachten wir als Hauptstossrichtung unserer Entwicklungszusammenarbeit die Förderung der Landwirtschaft. Die Sicherung der Ernährung als Grundbedürfnis ist vorrangig. Dabei ist aber darauf zu achten, dass unsere Hilfe für die Landwirtschaft nicht in falsche Kassen fließt. Die Eigentumsstruktur bezüglich des landwirtschaftlichen Bodens ist daher zu berücksichtigen, und es ist dafür zu sorgen, dass nicht die Grossgrundbesitzer von unserer landwirtschaftlichen Hilfe profitieren.

4. Eine globale Schwierigkeit, von der wir direkt betroffen sind, ist das Flüchtlings- und Asylantenproblem. In unserer Fraktion kam deutlich zum Ausdruck, dass in diesen Bereichen in den betroffenen Ländern ein vermehrtes zu leisten sei. Der Flüchtlingsstrom bringt die ohnehin wirtschaftlich schwächeren Länder in noch grössere Nöte; zugleich können wir die Flüchtlingssituation im eigenen Land mit einer Hilfe in den Drittländern vielleicht etwas entschärfen. Hingegen finde ich persönlich den Antrag Schule, der in diese Richtung zielt, hier am falschen Platz.

5. Ein Anliegen unserer Fraktion ist ferner die Frauenfrage. Die Frauen zählen in Entwicklungsländern teilweise noch zur vernachlässigten Schicht. Dabei trägt gerade die Frau in den Entwicklungsländern einen grossen Teil der Verantwortung. Ich erinnere an die Bereiche Familie, Ernährung, Gesundheit. Die Förderung der Frau und namentlich ihre bessere Ausbildung fördern daher die Lösung von Entwicklungsproblemen erheblich.

6. Wir heben auch den ökologischen Aspekt hervor und begrüßen, wenn bei der Entwicklungszusammenarbeit dem Umweltschutz systematisch Beachtung geschenkt wird. Es nützt gar nichts, wenn wir den Lebensstandard der Bevölkerung heben, diese aber gleichzeitig ihre Umwelt zerstört. Das Umweltproblem ist mit der zunehmenden Entwicklung verstärkt im Entstehen, insbesondere da den Entwicklungsländern vordergründig andere Sorgen auf den Nägeln brennen. Wir müssen aber darauf achten, dass unsere eigenen Umweltschutzmassnahmen nicht durch transkontinentale Umweltschädigung illusorisch gemacht werden.

7. Mit Recht weist die DEH darauf hin, dass die privatwirtschaftlichen Beziehungen gefördert werden müssen, um private Unternehmen vermehrt zur Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern anzuregen. Leider sind die Mittel dafür entsprechend klein. Hier müsste ein vermehrtes getan werden. Wir denken dabei nicht primär an die DEH, sondern an das BawI und vor allem an unseren diplomatischen Dienst, der in diesem Bereich nach unserem Dafürhalten zuwenig oder nichts anbietet. Eine verstärkte Hilfestellung vorab an kleinere und mittlere Unternehmen wäre not. Wir denken dabei nicht an finanzielle Hilfe, sondern an Dienstleistungen, an Vermittlung des Zuganges und an Beratung. Das wäre für unseren diplomatischen Dienst eine ebenso nützliche Arbeit wie das Erstellen von Berichten, die teilweise doch nur in der Schublade verschwinden.

8. Abschliessend noch ein Wort zur Höhe unserer Hilfe; Wir sind mit der Zielsetzung des Bundesrates, die Entwicklungshilfe dem Durchschnitt der OECD-Länder anzunähern, einverstanden. Dabei ist der Vergleich mit den Promillen der

Bruttosozialprodukte der verschiedenen Länder etwas hin-  
künd. Entscheidend ist nicht allein die Höhe des Betrages, sondern ebenso wichtig ist die Qualität der Hilfe. Zudem ist zu beachten, dass die Entwicklungshilfe betragsmässig wohl zu-, real aber abnimmt, da die Schwierigkeiten und Bedürfnisse in der Dritten Welt viel schneller und grösser angewachsen sind und wir von einer Lösung noch weit entfernt sind. Hingegen möchte ich doch nicht so weit gehen wie Herr Renschler und ihm widersprechen, dass die 2,1 Milliarden Franken quasi ein Pappentier seien und nur die Abgeltung unseres schlechten Gewissens darstellten. Wir dürfen nicht übersehen, dass die Entwicklungszusammenarbeit auch bei uns in der Schweiz in gewissen Kreisen auf Skepsis und gar Ablehnung stösst, und zwar in allen Bevölkerungsschichten. Hier ist Aufklärung nötig. Für unser Land mit seinen weltweiten wirtschaftlichen Beziehungen und Abhängigkeiten ist die Entwicklungszusammenarbeit nicht nur eine humanitäre Aufgabe, sondern sie dient, wie ich eingangs erwähnt habe, auch unserer eigenen Wirtschaft: in den letzten zehn Jahren fliessen von jedem direkt ausgegebenen Entwicklungsfranken 94 Rappen wieder durch Exporte benötigter Güter in die Schweiz zurück, wobei das nicht vorwiegend ein Verdienst der Entwicklungszusammenarbeit allein ist, sondern ebensowohl ein Verdienst unserer Wirtschaft, die qualitativ und preislich mit der

9. Juni 1987 N 719 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit übrigen Weltwirtschaft zu konkurrieren vermag. Unsere Exportwirtschaft und die vielen hunderttausend darin beschäftigten Schweizer haben daher an einer Erstarbung der Entwicklungsländer ein eigenes Interesse. Das sollten sich die Skeptiker der Entwicklungszusammenarbeit auch einmal überlegen. Müller-Aergau: Die LdU/EVP-Fraktion plädiert für Eintreten auf die Vorlage und empfiehlt dem Rate die Bewilligung des Rahmenkredits von 2,1 Milliarden Franken für die nächsten acht Jahre zur Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern. Für die ausführliche Botschaft mit dem Projektverzeichnis danken wir dem Bundesrat. Die eingehenden Besprechungen in der Fraktion führten zum Schluss, dass von der Absicht her und bezüglich der Zielsetzung kaum mehr fragwürdige Unternehmungen im Programm zu finden sind. Die Absichten sind löblich, und die Philosophie unserer staatlichen Entwicklungshilfe stünde jedem Parteiprogramm wohl an: Hilfe zur Selbsthilfe in ländlichen Gegenden, übersichtliche Unternehmungen kleintechnologischer Ausrichtung in den ärmsten Gegenden der Welt. Da gibt es nichts zu meckern. Dennoch wünschten wir alle hier im Rate, dass wir einmal ohne Skrupel und Zweifel einem Entwicklungshilfekredit zustimmen könnten, überzeugt davon, dass der gute Wille und die reelle Absicht auch nur das Gute schaffen. Es steigen in mir jedoch zwei gegensätzliche Momentaufnahmen auf: Markt in Katmandu (Nepal); Dutzende von Händlern bieten Tonwaren an, Schalen, Krüge, Dinge des täglichen Gebrauchs; offenbar ein wichtiger Wirtschaftszweig: die Töpferei. Dann - einige Jahre später - der gleiche Markt. Die Tonwaren sind verschwunden, verkauft wird nur noch billige Massenware aus Plastik: Eimer, Schalen, Schüsseln, neue Dinge des täglichen Gebrauchs. Was ist passiert? Mit Hilfe von Entwicklungsgeldern wurde eine Strasse von Indien nach Katmandu erstellt, in bester Absicht, sicher auch von grossem Nutzen. Aber an die Töpfer hatte niemand gedacht. Ein Opfer am Rande des Hilfsprojekts! Ich bedaure, dass ich heute noch einmal dasselbe vorbringen muss wie vor drei Jahren. Zwei Themen haben uns damals beschäftigt und lassen uns auch diesmal nicht los. 1. Gibt es keine Möglichkeit, die Friktionen im Umfeld eines Projektes zu reduzieren, zum Beispiel durch Konzentration der Projekte auf wenige Gegenden? 2. Wäre die wirtschaftliche Abkoppelung, verbunden mit

Entschuldigungsaktionen, nicht letztlich die bessere Hilfe? Zum Thema 1 : Jedes Projekt schafft in seinem Umfeld Ver- letzungen der bisherigen traditionellen Lebensbereiche und Zyklen. Das Beispiel Töpferei in Nepal ist nur ein einfaches unter vielen. Mit unseren punktuellen Projekten in 45. Staa- ten erzeugen wir an über 400 Stellen solche ungewollten Störungen oder gar Zerstörungen in vielleicht noch heilen Bereichen. Frage: Könnte nicht eine Reduktion der Einsatzregionen die Störungen reduzieren? Liesse sich nicht die gleiche Anzahl von Projekten konzentrieren auf weniger Gegenden? Dabei Messen sich die Auswirkungen besser abschätzen, da das Zusammenwirken mehrerer Veränderungen studiert und dann besser Rücksicht genommen werden könnte. Dass der flächendeckende Einsatz derselben Organisation auch administrativen Leerlauf reduzieren könnte, wäre nur ein Nebeneffekt. Die Auswirkungen auf den Lebensstandard der dortigen Bevölkerung könnten besser gemessen und abge- schätzt werden, das Erfolgserlebnis würde den Einsatz beflügeln, ein negativer Effekt rasche Korrekturen mcglich machen. Zum Thema 2: Abkoppelung verbunden mit Entschuldungs- aktionen. Als ich Ihnen, Herr Bundespräsident, vor drei Jahren die provokative Frage stellte, ob Sie sicher seien, dass die damals 1,8 Milliarden mehr bringen als 1,8 Milliar- den Franken Entschuldungen, da war Ihre Antwort: «Wir wollen Entwicklungshilfe betreiben, nicht armen Staaten die Schulden bezahlen.» So kurz lasse ich mich heute nicht mehr abfertigen. Auf Seite 18 der Botschaft schreiben Sie selber: «Wird es in allen Fällen genügen, die Schuldenrück- zahlung anders aufzugliedern? Wird man in gewissen Fällen weitergehen müssen und sogar einen Nachlass oder andere Erleichterungen der Aussenschuld ins Auge fassen müssen, um eine nachhaltige Wachstumssteigerung der Wirtschaft dieser Länder zu bewirken? Das Problem als solches ist erkannt und wird untersucht.» - Sie versprechen also, dass die Sache jetzt untersucht wird. Auf Seite 21 kommen Sie bezüglich Afrikas auf die gleiche Sache zurück: «Wir werden die Bemühungen unterstützen, die die Verschuldungsprobleme zu meistern trachten.» Gut so! Wirtschaftliche Abkoppelung von Entwicklungsländern ist bisher nicht viel mehr als ein billiges Schlagwort. China ist bekanntlich ein Sonderfall und kann nie und nimmer als Modell verwendet werden. Viele operieren mit dem Begriff «wirtschaftliche Abkoppelung» mit dem Hintergedanken, sich damit schadlos in die Büsche schlagen zu können und unsere Leistungen zu reduzieren. Davon kann in unserem Zusammenhang nicht die Rede sein. Eine Verbindung von wirtschaftlicher Abkoppelung mit Entschuldung würde wahrscheinlich grösseren finanziellen Einsatz unsererseits erheischen als bis anhin. Wir haben die Frage der Entschuldung in der Fraktion mit Experten eingehend erörtert. Europa ist nach 1945 durch Marshall-Plan-Hilfe «aufgepäppelt» worden. Könnten wir nicht gewährte Kredite auf ähnliche Weise als a-fonds- perdu-Gaben ansehen? Unsere Anregung an den Bundesrat geht dahin, das Verfah- ren und zu erwartende Effekte in einer grundlegenden Stu- die abzuklären. Bis zum Beweis des Gegenteils vermuten wir, dass das Projekt «Verselbständigung durch Entschul- dung» gar kurzfristiger Erfolge bringt als die Hilfe nach bisherigem Konzept. Ich fasse zusammen: Wir wissen genau, dass die bisherige Entwicklungshilfe weiterlaufen muss. Projekte können nicht plötzlich abgebrochen werden, sondern müssen auslaufen. Daher unsere Zustimmung zum Kredit. Aber: Für die weitere Zukunft brauchen wir ein neues Konzept, damit frühzeitig umgestellt werden kann. Wir können nicht einfach weiter- fahren, auf ausgetretenen Pfaden wandeln, nur weil sich alles so schön eingespielt hat. Wir fordern daher den Bun- desrat und das Bundesamt auf, den zugespielten Ball aufzu- nehmen und zwei neue Konzeptskizzen zu überprüfen. Erstens: Weniger Schaden durch Konzentration der Pro- jekte auf weniger Gegenden. Wir denken an zwei, drei, vier Staaten. Zweitens: Wirtschaftliche Abkoppelung durch Entschul- dung,

Kombination zweier Massnahmen bei eventueller Vergrösserung des finanziellen Einsatzes. Wir hoffen, dass es zu diesem Zwecke keines speziellen Vorstosses mehr bedarf, da der Herr Bundespräsident ja selber die Prüfung dieser Frage versprochen hat. In diesem Sinne bitte ich Sie, für Eintreten zu stimmen und den Rahmenkredit zu bewilligen. Bonny: Wie meine Vorredner werde ich die Fraktionserklärung der FDP zugleich zum Kredit und zum Bericht abgeben. Die FDP-Fraktion hat vom Bericht über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit in den Jahren 1976 bis 1985 Kenntnis genommen. Unsere Fraktion hat zudem den Bundesbeschluss über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern für die Periode 1987/1990 praktisch einstimmig angenommen und empfiehlt Ihnen Eintreten und Zustimmung zur Erhöhung dieses Kredits. Unsere grundsätzliche Haltung zur Entwicklungszusammenarbeit lässt sich etwa wie folgt umreissen: Das Gefälle zwischen Industrienationen und den Ländern der Dritten Welt in finanzieller, wirtschaftlicher, sozialer und menschlicher Beziehung ist für uns eines der fundamentalsten geopolitischen Probleme unserer Zeit. Das Prinzip der internationalen Solidarität, des Einstehens der reichen Länder zugunsten der armen Länder, wird von uns eindeutig bejaht.

Pays en développement. Coopération technique 720 N 9 juin 1987 Nachdem in den vergangenen Jahren bald bei jeder sich bietenden Gelegenheit von «internationaler Solidarität» die Rede war und dieser Begriff leider etwas abgewertet wurde - so z. B. bei der Asyldebatte oder beim Uno-Beitritt -, ist diese Vorlage nun geeignet, um gute Vorsätze in die Tat umzusetzen und gegebene Zusicherungen einzulösen. Gerade wenn man von der Notwendigkeit einer wichtigen Vorlage überzeugt ist, bedeutet dies, dass man im Interesse der Sache eine besonders kritische Sonde anlegen sollte. Die Aussprache in unserer Fraktion war ergiebig und - um es auf einen ganz kurzen Nenner zu bringen - von einem, so möchte ich sagen, positiven, aber kritischen Geist getragen. Zum Bericht über die Tätigkeit 1976/1985 möchte ich folgendes sagen: Er bietet eine Fülle von Informationen. Das Positive dieses Berichts ist, dass er die bisher gemachte Arbeit umfassend dokumentiert und gleichzeitig auch aufgrund einer zum Teil recht offenherzigen Selbstkritik wertvolle Schlüsse für die künftige Tätigkeit zulässt. Trotzdem muss man sich fragen, ob der Bericht wirklich das erbracht hat, was man von ihm hätte erwarten dürfen. Er ist zum Teil - und das schliesse ich mich einigen meiner Vorredner an - in einer sehr schwer verständlichen Sprache geschrieben; der Einfluss von Soziologen und Politologen ist unverkennbar. Dazu bleibt er allzusehr im Allgemein-Philosophischen stecken, manchmal auch - um es ganz offen zu sagen - in einer gewissen Phraseologie. Er bietet zu wenig Konkretes, ist in verschiedenen Punkten zu wenig präzise. Eine vermehrte Konkretisierung hätte man insbesondere für die an sich gut gemeinten «Regeln gesicherter Erfahrungen» erwarten dürfen. Wir bedauern, dass dieser Bericht folgende Chance nicht oder nur ungenügend wahrgenommen hat: Der Schwachpunkt unserer ganzen Entwicklungshilfe liegt u. a. bei einer noch nicht sehr weit vorangekommenen Aufklärung und Information des Volks; hier hätte man Lücken schliessen können. Dazu ist diese Sprache aber allzu unverständlich. Auch wenn dieser Bericht nicht in vollem Umfang befriedigt, sollte man dennoch künftig nicht auf solch kritische Sichten verzichten. Eine profunde und konstruktiv-kritische Würdigung der bisherigen Tätigkeit hat unseres Erachtens aber nur dann Sinn, wenn für diese Arbeit in Zukunft qualifizierte Experten von aussen zugezogen werden. Zum Kredit: Die Bereitstellung einer Summe von 2,1 Milliarden - auch wenn sie über drei Jahre verteilt ist - ist kein Pappenstiel. Trotzdem stehen wir von der freisinnigen Fraktion diesem Kredit positiv gegenüber. Dabei möchte ich aber in aller Form unterstreichen, dass für uns die rein

quantitativen Argumente nicht ausschlaggebend sind; sie sind auch in der Botschaft enthalten, z. B. mit dem Hinweis «... auf den internationalen Durchschnitt der Industrieländer 0,35 Prozent des Bruttosozialproduktes»; sie sind nicht ausschlaggebend, auch wenn wir uns im Jahre 1990 0,34 Prozent des Bruttosozialprodukts annähern. Noch weniger überzeugend sind für uns andere quantitative Hinweise der Botschaft, etwa jener, «dass je Mitarbeiter der DEH heute nicht wie vor zehn Jahren 1 Million, sondern nun 3,2 Millionen verwaltet werden» oder dass sich im Bawü die entsprechende Zahl - dort im Zeitraum von fünf Jahren — sogar versiebenfacht hat. Diese Hinweise wären eigentlich eher Grund zu einer gewissen Skepsis. Ich möchte hier auch betonen, dass man - ich habe das bei einigen Voten, z. B. bei demjenigen von Herrn Nationalrat Renschler, so empfunden - die Prestigemomente allzu stark in den Vordergrund schiebt. Wir sollten uns unbedingt von einer Philosophie und Betrachtungsweise entfernen, die gerade in dieser Frage Wirtschaft gegen Entwicklungshilfe ausspielt. Nicht das ist entscheidend; entscheidend ist hingegen, dass geholfen wird. Ob unsere Entwicklungshilfe gut oder schlecht ist, ob die 700 Millionen pro Jahr gerechtfertigt sind oder nicht, hängt letztlich von einem einzigen Kriterium ab, nämlich von der Effizienz unserer Entwicklungsprojekte und unserer Finanzhilfe. Der Wirkungsgrad der Entwicklungshilfe muss durch sorgfältige Auswahl der Projekte, effiziente Evaluation und qualifizierte und motivierte Mitarbeiter noch weiter verbessert werden. Im Sinne einer konstruktiven Kritik möchte ich im Namen der Fraktion einige Akzente setzen und zeigen, wo wir die Sache etwas anders sehen, als sie in der Botschaft dargestellt wird. Wir plädieren vor allem für weniger politische Ideologie und mehr praktische Ausrichtung. Nur diese praktische Ausrichtung bringt den Menschen, die wir unterstützen wollen, etwas. Darum geht es ja letztlich. Aus dieser Sicht erwarten wir - das ist ein erster Punkt -, dass der Befriedigung der Grundbedürfnisse - ich denke an Wasserversorgungen, an das Bildungs- und Gesundheitswesen sowie an die Hilfe zugunsten der Land- und Forstwirtschaft - eine noch grössere Priorität eingeräumt wird, als das bisher der Fall war. Es gibt ein altes Sprichwort, das sagt, wer in der Landwirtschaft arbeite, wo auch immer es sei, der werde nie Hunger leiden. In der Volksrepublik China - mit einer Bevölkerung von einer Milliarde Menschen - ist der Hunger wohl deshalb kein Problem, weil noch heute 72 Prozent der aktiven Bevölkerung in der Landwirtschaft beschäftigt sind. Wenn wir feststellen, dass in den Jahren 1976 bis 1985 knapp mehr als ein Viertel unserer Hilfe in den Agrarsektor eingeflossen ist, dann scheint uns das wenig zu sein. In diesem Zusammenhang möchte ich auch beifügen, dass wir in unseren Kreisen die sogenannte Stadthilfe zwar nicht in Bausch und Bogen verdammen, aber ihr gegenüber doch eher skeptisch sind. Wir befürchten, dass diese Hilfe versickern und die Arbeit eine betont ideologische Ausrichtung bekommen könnte. Ein zweiter Ansatz, wo wir auch eine Effizienzsteigerung sehen könnten, liegt in folgendem: Es gibt im Rahmen dieses Programms Projekte, wo die politischen Rahmenbedingungen - sei es wegen Bürgerkriegen oder anderen kriegerischen Auseinandersetzungen - äusserst schwierig sind, so dass dann auch die Realisierung der Projekte problematisch wird. Im Rahmen einer Studie, die ein Chefbeamter der DEH zum Fall «Nicaragua» gemacht hat und wo er gesamthaft zur Weiterführung dieser Entwicklungshilfe in diesem Land kam, werden z. B. über vierzig Auflagen genannt, die erfüllt sein müssen, damit man überhaupt diese Projekte fortsetzen kann. Hier frage ich mich - ganz nüchtern und fern aller politischen Hintergedanken -: Wie steht es eigentlich um eine Arbeit, wenn man sich stets mit derartigen Auflagen auseinandersetzen muss? Ich habe das Beispiel von Nicaragua erwähnt. Ähnliches liesse sich z. B. auch im Falle von Äthiopien sagen. Auch hier muss man sich

fragen, ob dann die angestrebten Ergebnisse in der praktischen Feldarbeit wirklich erzielt werden können. Ein dritter Punkt: Einen interessanten, positiven Ansatzpunkt weist die Botschaft auf Seite 26 auf. Es heisst dort «Unser Beitrag wird gegebenenfalls auch spezielle Familienplanungsmaßnahmen betreffen». Hier stossen wir nun auf ein echtes Kernproblem. In diesem Kreise bedarf es keiner langen Erläuterungen, dass die Frage der demographischen Explosion in der Dritten Welt eine der Hauptursachen für das heutige Elend ist und dass wir richtig tun, wenn wir in jenen Ländern, die in Sachen Familienplanung selber etwas unternehmen wollen, diese Bemühungen im Rahmen der legalen Geburtenregelung unterstützen. Ich möchte dabei betonen, dass es keinesfalls darum geht, solche Familienplanungsprojekte von unserer Seite aufzuoktroieren, sondern darum, Programme in dieser Richtung zu unterstützen, die durch diese Länder selber autonom beschlossen worden sind. Es kommt auch nicht in Frage, dass wir im Rahmen solcher Unterstützungsmassnahmen extreme Programme - zu denen zähle ich z. B. die Familienplanungspolitik in China, die grosse Härten beinhalten kann - unterstützen. Wir legen ferner Wert darauf - ich kann das sehr kurz machen, weil die Botschaft in diesem Punkte überzeugend ist -, dass Projekte auf die Erhaltung einer unversehrten Umwelt Rücksicht nehmen müssen. Es hat keinen Sinn, durch eine Forcierung von ohnehin oft untauglichen Industrieprojekten zusätzlich noch ökologische Probleme mit bedeutenden finanziellen und gesundheitlichen Folgen her-

9. Juni 1987 N 721 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit vorzurufen. Auch diese Ueberlegung spricht übrigens eindeutig für eine vermehrte Förderung landwirtschaftlicher Projekte. Für uns ist Entwicklungszusammenarbeit primär Hilfe zur Selbsthilfe. Sie soll Schritte zur Entwicklung und Kräftigung freier Märkte im betreffenden Lande auslösen oder unterstützen. Gerade hier sieht man, dass eine wirklich tragfähige Entwicklungszusammenarbeit nur dann auf die Dauer zum Erfolg führt, wenn sie auch in die wirtschaftlichen Gegebenheiten eingebettet ist. Das ist mit ein Grund, weshalb wir von der FDP-Fraktion den bilateralen Projekten eindeutig den Vorrang gegenüber den multilateralen geben. Nicht dass wir die letzteren rundweg ablehnen, aber bei den multilateralen Projekten ist der gemeinsame Nenner bei den Trägerorganisationen, wie diese Hilfsprojekte wirtschaftlich ausgestaltet werden sollen, ausserordentlich schwer zu finden. Ich darf zum Schluss noch darauf hinweisen, dass aus unserer Fraktion zwei Einzelanträge von den Kollegen Schule und Spalti erfolgen werden, die unseres Erachtens wertvolle Akzente bieten. Herr Schule will einen Schwerpunkt bei der Rückkehrhilfe für Asylbewerber setzen. Dort sollten wir uns nicht in erster Linie über die Frage, ob das der richtige Platz ist, unterhalten. Ich bin der Meinung - das würde auch im Volk verstanden -, dass wir hier etwas Konkretes unternehmen sollten. Herr Spalti möchte einen Akzent setzen - auch das finde ich durchaus beachtenswert - bei Projekten, die die Drogenbekämpfung in den betreffenden Ländern unterstützen. Damit komme ich zum Schluss: Mit all diesen Bemerkungen und Vorschlägen wollen wir erreichen, dass die Entwicklungsprogramme der nächsten drei Jahre mit wesentlichen Krediten nicht zu einer Fahrt ins Ungewisse werden, sondern dass wir hier eine Entwicklungszusammenarbeit befürworten, die gezielt ist und praktische Hilfe für die notleidenden Menschen in der Dritten Welt bietet.

M. Houmard: Je suis favorable à l'ouverture d'un nouveau crédit de programmes en faveur de la coopération technique et de l'aide financière. En tant que président de la section du Département des affaires étrangères de la Commission de gestion, je suis confronté à ce problème depuis plusieurs années. Je remarque que la discussion suscitée par l'aide au développement est trop souvent axée sur l'indexation quantitative, à savoir la part des fonds

consacrée au développement dans le produit national brut. Dans son message, le Conseil fédéral n'y échappe pas. Il nous annonce son intention d'augmenter graduellement l'aide publique au développement de la Confédération pour atteindre les fameux 0,35 pour cent représentant la moyenne des pays de l'OCDE. L'argent - je ne discute pas le montant - est nécessaire. Mais l'aspect qualitatif de l'aide est plus impératif encore. On l'a vu d'ailleurs lors de l'examen approfondi du projet intégré de développement rural, réalisé dans les régions des collines du Népal. Certes, l'aide extérieure restera toujours inférieure aux besoins d'une population extrêmement démunie. Mais trop souvent, l'aide au développement, accordée sous une forme massive, a pour effet - selon les experts - de voiler certains cas de mauvaise gestion, d'estomper les responsabilités, de renvoyer à plus tard l'application de mesures difficiles à exécuter. Or, c'est justement dans le renforcement de l'initiative personnelle et dans la lutte contre le fatalisme que se trouve la clé du succès de l'aide humanitaire. C'est justement aussi ce qui devra précéder les réalisateurs des programmes. Je suis également sensible au fait que, à la demande des commissions de gestion, la ODA a voué de nouveau une attention accrue à l'équilibre écologique et démographique. La Suisse a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine parce qu'elle a, de par la qualité de ses collaborateurs, les moyens d'approcher le problème avec objectivité. Il ne suffit pas, en effet, de mettre l'accent sur certains programmes globaux à grande publicité, comme l'a fait quelquefois le directeur de l'UNICEF pour améliorer la santé des enfants. Les enfants qui vivront grâce aux vaccins contre les maladies infantiles devront avoir l'eau et la nourriture pour ne pas mourir de faim ou de soif. C'est dans cet esprit que nous saluons les efforts annoncés par la DDA pour adapter ses programmes, afin qu'ils tiennent encore mieux compte de la politique et des pratiques en usage dans les pays où elle interviendra. Ces actions désormais coordonnées n'en seront que plus efficaces. En vous recommandant d'accepter le projet d'aide proposé, je demande au département de tenir compte régulièrement de révolution des situations en la matière et de vouer un soin particulier à une harmonisation des efforts en faveur de ces populations.

Günter: Der Bericht ist über weite Strecken informativ, auch wenn er wirklich heisse Fragen der Dritten Welt - unser Fraktionskollege Andreas Müller hat auf das Beispiel der Schuldentilgung für die ärmsten Länder hingewiesen - nur in Frageform antippt. Es ist inzwischen auch beim EDA unbestritten, dass den ärmsten Ländern der Dritten Welt bei der Schuldentilgung geholfen werden soll, damit die Zinsen, die sie entrichten müssen, nicht noch die einzigen Reserven wegfressen, die sie für eine Strukturverbesserung hätten. Persönlich macht mir aber ein anderes Problem sehr zu schaffen, ein Problem, das vor allem Afrika betrifft. Herr Gallo, ein amerikanischer Forscher und der Mitentdecker des Aids-Virus, hat schon vor einem Jahr gesagt, dass Prognosen darauf hinweisen, dass Afrika um die Jahrtausendwende aufgrund der Epidemie entvölkert sein könnte, und es gibt einige namhafte Forscher, die ihm beistimmen. Die letzten Zahlen, die wir erhalten haben, bestätigen leider diese Entwicklung. Aids ist damit zu einem der wichtigsten Probleme Afrikas geworden. Es dürfte in den nächsten Jahren auch für andere Entwicklungsländer zu einem Problem werden. In einigen Ländern Afrikas ist es heute materiell bereits das wichtigste Problem, in anderen Ländern Afrikas ist es vorerst politisch sehr wichtig, weil man nicht weiss, wie man sich dagegen wehren soll und die Leute Angst haben. Aber auch in diesen Ländern dürfte das Problem in den nächsten Jahren prioritär werden, nämlich dann, wenn bald einmal mehr Leute an dieser Krankheit zugrunde gehen als heute an Hunger und an endemischen Krankheiten. Natürlich tötet Aids nicht selbst; es schwächt die Immunabwehr. Aber in diesen Ländern grassieren Infektionskrankheiten heute noch, und darum

werden die Leute dort viel eher an dieser Krankheit sterben als zum Beispiel bei uns, wo die Leute eher später an Krebs sterben, der sich aus Aids entwickelt. Erstaunlicherweise steht nun im Bericht über die technische Zusammenarbeit kein Wort von diesem bald wichtigsten Problem für Afrika, in einem Bericht, der sonst sehr gut ist, aber ganz offensichtlich dem Kenntnisstand von 1984 oder 1985 entspricht. Nachdem sich nun aber eine neue Sachlage ergibt, fragt sich unsere Fraktion, ob man diese neue Bedrohung nicht auch in die Projekte miteinbeziehen müsste. Wir fragen uns, ob man nicht neue Projekte dringlich erklären müsste. Ich sage Ihnen ein Beispiel: Projekte im Bereich des Blutspendewesens müssten gefördert werden. Wir wissen, dass in Afrika in vielen Ländern Blut weiterhin ohne Aids-Test transfundiert werden muss und dass dort eine Infektionsquelle liegt. Wäre es nicht Aufgabe unseres Landes mitzuhelfen, damit wenigstens die Tests gemacht werden können? Sollten wir den Ländern, in denen das nicht möglich ist, nicht wenigstens unsere Kenntnisse, wie man Blut ohne Blut ersetzen kann, zur Verfügung stellen? Es geht dabei zum Beispiel um Herstellungsmethoden für Gelatine oder Stärkepräparate, Gebiete, in denen die Schweiz führend ist. Herr Bundespräsident, können Sie uns die Zusicherung geben, dass die Kredite - auch wenn das einschneidende Änderungen Ihrer Pläne bedingen sollte -, die wir heute bewilligen werden, in den afrikanischen und später in anderen Drittweltländern gemäss den neuen Notwendigkeiten verwendet werden? Wir müssen ihnen in ihrem verzweifelten Kampf gegen die Ausbreitung dieser Seuche und dann

Pays en développement. Coopération technique 722 N 9 juin 1987 in einem zweiten Stadium bei der Linderung der medizinischen und der volkswirtschaftlichen Folgen bestehen. Wir könnten uns vorstellen, dass in einem halb entvölkerten Afrika gewisse Projekte nicht mehr sehr sinnvoll sind. Ich erinnere an die breiten Ausführungen über Bevölkerungsbremsungsprojekte z. B. von Herrn Bonny. Herr Präsident, wären Sie bereit, uns über diesen Fragenkomplex, der heute ganz Afrika beschäftigt, einen Bericht vorzulegen bzw. Ihren heutigen Bericht zu ergänzen? Was hat die sich anbahnende Katastrophe für unsere Entwicklungshilfe für Folgen? Welche Massnahmen gedenken Sie zu treffen? Welche Änderungen werden vorgenommen? Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns über diese Massnahmen und Änderungen auf dem laufenden halten würden.

Mme Pitteloud: Effectivement, le rapport et le message sont très liés et il est difficile de les traiter séparément car, vous l'aurez peut-être remarqué, ils partent tous deux d'un constat assez durement réaliste en ce qui concerne les conditions dans lesquelles se déroule notre aide au développement et ils relèvent que celles-ci sont devenues de plus en plus problématiques et que les facteurs de l'environnement international pèsent de plus en plus lourd. On lit dans le message que les circonstances économiques, financières et technologiques ont été dans l'ensemble défavorables depuis le début des années 80 et que ceci s'est traduit par un net ralentissement du développement, voire, dans certains cas, par une détérioration de la situation des pays concernés. Je pense que ce constat n'a pas été facile à faire pour la direction de notre coopération au développement, ce constat que M. Staehelin résumait l'automne passé en disant que « beaucoup avait été accompli mais que malgré tout nous perdions du terrain ». Je pense que ce constat est certainement aussi à l'origine de ce que d'aucuns ont appelé un certain malaise qui régnerait dans la population quant à notre aide au développement. Si je suis persuadée que la population de notre pays ne se désintéresse pas du sort des régions défavorisées - et j'en veux pour preuve la multiplication des petits projets et des petites organisations non gouvernementales qui ont tendance, en Suisse comme ailleurs, à essaimer (parfois même autour d'un seul individu qui organise sa petite action), ainsi que le nombre de petits projets qui sont soutenus par des

groupes locaux soucieux d'apporter une aide directe et identifiable - je crois cependant que cette tendance est une manifestation de la lassitude que peut ressentir le public qui se pose de légitimes questions lorsque, année après année, on lui présente les chiffres assez importants de notre aide officielle et que parallèlement les appels au secours et les menaces de situations catastrophiques se multiplient. On ne croit plus aux aides massives et on se concentre sur des projets beaucoup plus ciblés, ce n'est pas forcément un problème d'information comme on l'a entendu ici. Le message relevait d'ailleurs qu'au début des années 80 - pour ceux qui auraient aimé des réponses claires c'est effectivement négatif - il n'y avait plus de vision globale en matière de politique du développement mais plutôt la recherche de solutions pragmatiques au niveau sectoriel. Je dirai pourtant que le message et le rapport ont posé clairement - et c'est leur mérite - le fait que plus que les contours mêmes d'un projet, ce sont les contextes locaux, nationaux, les données internationales qui fondent les chances de réussite d'un projet et ces circonstances sont, je le répète, défavorables. Peut-on alors simultanément constater que les considérations politiques ont une influence accrue sur les activités de coopération et maintenir parallèlement qu'il ne faut pas politiser notre aide au développement? Pour ma part je ne le pense pas. Je préfère me référer à une phrase du rapport qui me paraît beaucoup plus réaliste et qui relève qu'il est nécessaire de donner plus de place à certaines considérations de politique étrangère dans l'approche des problèmes de développement, par exemple les questions qui touchent les droits de l'homme. En effet, un pays qui ne respecte pas ces droits et qui ne permet pas à sa population de s'exprimer, de s'organiser politiquement et syndicalement, a peu de chances de se développer au sens plein du terme et non pas au sens économique. Si l'on prend par exemple le problème de la démographie qui a souvent été cité comme un facteur négatif au développement si ce n'est même, pour certains, comme une des causes principales du sous-développement, il s'agirait en fait beaucoup plus de donner aux femmes le droit à la formation, à la santé pour leurs enfants, que de prévoir un volet de planning familial dans chaque projet comme on l'a entendu ici. En fait, bien peu de gouvernements sont prêts à prendre le pari de l'éducation des femmes et à leur donner ainsi la possibilité de s'exprimer sur les structures sociales et culturelles du pays ou sur leurs propres priorités. Même en Suisse, cela ne va pas sans rencontrer de multiples résistances, reconnaissons-le. C'est pourquoi il faut relever, à mon avis, l'intention manifeste contenue dans le rapport de donner plus d'importance aux femmes dans la prise de décision et dans l'application des activités de développement, et j'espère que cette intention ne restera pas lettre morte. En revanche, en ce qui concerne un des problèmes décrits par le rapport et le message comme l'un des plus importants, celui de l'endettement, je suis peu satisfaite, tout comme M. Müller, de la façon dont il est traité, qui me semble plutôt contradictoire. D'une part on reconnaît la responsabilité des élites des pays en développement et de leurs partenaires de l'économie mondiale - les banques, les multinationales - dans la création du déséquilibre, ainsi que les limites des plans de restructuration qui sont imposés à ces pays, limites qui ont déjà été franchies puisqu'on a déjà touché au-delà du supportable les populations à qui l'on a fait payer le désordre économique, et d'autre part on continue à prôner une intégration accrue de ces pays à l'économie mondiale ou la participation de la Suisse aux institutions de Bretton-Woods, d'où sortent, nous le savons, tous ces programmes d'étranglement des peuples. La Suisse participe déjà aux accords généraux d'emprunts, aux rencontres des groupes consultatifs, aux tables rondes des organisations multilatérales, et ses positions n'y sont pas connues pour être tellement favorables aux populations en difficulté mais bien plutôt en général aux intérêts de ses banques. On pourrait donc dire que si prévenir vaut

mieux que guérir, le rapport et le message mettent le doigt avec franchise sur de multiples facteurs qui sont à l'origine de ce mal-développement, mais qu'il y a effectivement peu de prévention en vue. Malgré cela, je dirai que c'est peut-être un peu le côté infirmière de la femme qui fait qu'il me serait difficile de ne pas voter ces crédits car il faut faire face à des besoins immédiats et on ne peut laisser les plaies béantes sans apporter les premiers secours. Je voterai par conséquent ces crédits de coopération. Je voudrais encore répondre à M. Sager, qui a parlé du rôle politico-idéologique de certaines oeuvres d'entraide. Venant de sa part, cela me fait quelque peu sourire car il est très bien placé pour savoir qu'il n'y a pas d'engagement sans idéologie, qu'elle soit de droite ou de gauche. Ses accusations sont beaucoup trop vagues et trop peu argumentées pour qu'on les prenne au sérieux. La plupart des oeuvres d'entraide qui travaillent avec la DDA ont un statut clair et sont soumises à un contrôle et il faudrait donc être beaucoup plus précis. Enfin, je dirai aussi à M. Eggly qu'en ce qui concerne le Nicaragua, parler de stopper notre aide au développement en faveur de ce pays sous prétexte de violation des droits de l'homme serait du plus parfait ridicule tant que nous maintenons notre coopération avec des pays tels que le Honduras, le Sri Lanka, Madagascar ou la Turquie. C'est probablement pourquoi les libéraux n'ont pas fait cette proposition. Du strict point de vue de l'efficacité, la DDA a relevé que l'aide au développement bénéficiait au Nicaragua d'un contexte très favorable parce que, grâce à la réforme agraire ce sont 70 000 familles qui disposent de terres et qui s'engagent réellement dans la perspective d'une vie digne et, précisé-

Q. Juni 1987 723 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit ment, non assistée. Puisque la problématique des femmes dans ces pays-là vous intéresse, je vous dirai encore que c'est un des rares pays à avoir empoigné le problème de leur émancipation et de leur éducation et engagé une lutte contre le machisme, ce que la ODA a également relevé. Frau Eppenberger-Nessler: Ich spreche zum Tätigkeitsprogramm 1987/90, erlaube mir aber noch eine kurze Bemerkung zum Bericht über die zehn Jahre Entwicklungshilfe. Ich danke für den sorgfältigen Bericht über eine schwierige Materie. Es ist eine philosophische, intellektuelle Fleissarbeit. Das will nicht heissen, dass er nicht gut ist; aber er ist im Fachchinesisch von Soziologen und Politologen geschrieben. Es fehlt mir der rote Faden und die konkrete Botschaft, die man auch dem Bürger übermitteln möchte; denn ich glaube, über Entwicklungshilfe - diese junge Aufgabe unserer alten Demokratie - müssen wir dem Bürger Rechenschaft ablegen, wenn wir ihn wieder dafür motivieren wollen. Dazu ist der Bericht leider nicht unbedingt geeignet. Nun zum Tätigkeitsbericht 1987/90. Der ist für mich konkreter, und ich bin froh: denn 2,1 Milliarden Franken sind kein Pappentier. Wir nähern uns damit dem internationalen Durchschnitt der Industrieländer. Das befürworte ich sehr; denn wer schon in Entwicklungsländern war, der kennt das Elend und die Miswirtschaft, und da möchten wir doch helfen. Ich möchte zwei Punkte in der Botschaft anschneiden, d. h. eine etwas nähere Präzisierung vom Herrn Bundespräsidenten erhalten. Es geht erstens um die Zusammenarbeit mit den NGO, den Nichtregierungsorganisationen, und zweitens um die längerfristigen Verpflichtungen in den Ländern. Zum ersten: Auf Seite 30 steht, dass die Zusammenarbeit mit NGO, wo immer dies möglich und wünschenswert ist, gefördert und verstärkt werden soll. Diese lobenswerte Absicht wird aber gleich wieder stark relativiert durch die Aussage: «Unsere wichtigsten direkten Partner bleiben jedoch auch in Zukunft die Dienststellen der jeweiligen Regierungen, die auch unsere offiziellen Gesprächspartner sind» (S. 31). Wir müssen uns doch klar sein, dass die eigenen Regierungen vieler Entwicklungsländer das grösste Hindernis für fruchtbare Entwicklung verkörpern. Da drängt sich doch für uns eine offensive Suche nach geeigneten

regierungsunabhängigen Partnern auf. In Ländern, in denen eine Zusammenarbeit der DEH mit den NGO nicht möglich ist, ein Einsatz unsererseits jedoch als wünschbar erachtet wird, können ja zum Beispiel die privaten Hilfswerke und vor allem die Interkooperation mit dem Vollzug der Projekte betraut werden. Diesen wird die Zusammenarbeit mit einheimischen Organisationen seltener verwehrt. Das Problem der Umgehung und Gefährdung der Projekthilfe durch - sagen wir es etwas einfach - unfähige Regierungsinstitutionen existiert nämlich. Das wird in der Botschaft leider nur in einem Satz erwähnt; hier hätte man etwas deutlicher werden sollen. Die Stärke der Schweiz, auf unterster Ebene effizient für die Öffentlichkeit tätig zu sein, müssen wir auch in den Entwicklungsländern vermehrt einsetzen. Es stellt sich die Frage der Kontrollmöglichkeiten des Parlaments, aber diese haben wir ja. Ich erinnere an den Bericht Basler, der bei der Bevölkerung - im Gegensatz vielleicht zu einzelnen Dienststellen - sehr gut aufgenommen wurde. Das ist eine Möglichkeit, wie man es machen kann. Zum zweiten die längerfristige Verpflichtung in einzelnen Ländern. Auf Seite 42 steht: «Dauerhafte Wirkung erzielen, heisst auch bereit sein, langfristige Unterstützung zu leisten.» Eine zweite Aussage ähnlichen Inhalts finden Sie auf Seite 74, wonach längerfristige Verpflichtungen auch dem Anliegen der Partnerländer entsprechen. Wie wirkt sich dieses naheliegende Bestreben nun aber auf die Wahl der Projekte aus? Hilfe zur Selbsthilfe heisst doch, die Hilfe für ein bestehendes Projekt erübrigt sich möglichst rasch. Ein Engagement für längere Zeit dürfte sich somit nicht auf ein oder mehrere Projekte beziehen, sondern auf die Projektstätigkeit in einem Land. Ein Projekt dürfte auch nicht garantiert werden, da sonst die Anstrengungen hüben und drüben gefährdet würden. Ständige Krücken für einen Patienten, der längst wieder selbst gehen könnte, dürfen weder Arzt noch Patient tolerieren, vor allem dann nicht, wenn noch sehr viele andere Patienten diese Krücken bitter nötig haben. Grassi: Gestatten Sie mir, zwei Gedanken zur Problematik der Entwicklungshilfe vorzutragen, die sich aus den beiden Unterlagen des Bundesrats ableiten. Zunächst zur Höhe unserer Hilfe: Wir erfahren aus dem Bericht, dass die Entwicklungshilfe des Bundes, der Kantone und der Gemeinden im Jahrzehnt von 1976 bis 1985 von 281 auf 681 Millionen Franken zugenommen hat. In Prozenten des Sozialproduktes ausgedrückt ist der öffentliche Beitrag der Schweiz von 0,19 auf 0,28 Prozent angewachsen. Die Botschaft über die Weiterführung der Entwicklungshilfe belehrt uns, dass bis Ende dieses Jahres das Ziel von 0,31 Prozent erreicht sein wird und dass die Absicht besteht, mit dem beantragten Globalkredit die Hilfe schrittweise bis 1990 auf 0,34 Prozent des Bruttosozialproduktes zu erhöhen. Damit würden wir die von der OECD für die Entwicklungshilfe als Ziel gesetzten 0,34 Prozent des Bruttosozialproduktes erreichen. Diese Tatsachen und Aussichten sollten unser Gewissen jedoch nicht sonderlich bewegen. Der Beitrag der Schweiz an die wirtschaftliche, kulturelle und menschliche Förderung der Entwicklungsländer besteht - im Gegensatz zu anderen Ländern - nämlich nicht bloss in öffentlichen Leistungen, sondern wird zusätzlich und zu einem beachtlichen Teil von unzähligen kleineren und grösseren Organisationen geleistet, die von den öffentlichen Gemeinwesen nur teilweise oder überhaupt keine Mittel erhalten. Die lokale Bevölkerung unterstützt nämlich gerne Organisationen, die örtlich geleitet sind, ihr näher liegen und in Entwicklungsländern kleine, überschaubare Projekte betreuen, mit denen sie sich verbunden fühlen. Ferner stellen die Strukturen der schweizerischen Wirtschaft der weltweiten Entwicklungspolitik wertvolle Hilfsinstrumente zur Verfügung. So haben beispielsweise die Weltbankgruppe und der Wiedereingliederungsfonds des Europarates 1985 über fünf Milliarden Franken auf unserem Kapitalmarkt zum Zwecke der Entwicklungszusammenarbeit aufgenommen, dies zu einem niedrigen Zinssatz, der

wieder den empfangenden Entwicklungsländern zugute kommt. Andererseits machen die schweizerischen privat- wirtschaftlichen Leistungen in Form von Direktinvestitionen und kommerziellen Krediten rund drei Prozent des Bruttosozialproduktes aus. Diese indirekte Hilfe als Ausfluss unserer Wirtschafts- und Finanzpolitik ist für die Entwicklungsländer ebenso nützlich und muss in die Betrachtungen einbezogen werden. Bei all dem Gesagten sollte man jedoch bedenken: Es kommt nicht ausschliesslich auf die Quantität der Hilfe an, sondern ebenso sehr auf ihre Qualität, d. h. auf ihre direkten Folgen für die einheimische Bevölkerung und deren Wohl- gedeihen. Es lässt sich nicht alles messen und in Prozenten ausdrücken. In diesem Zusammenhang darf sich die Schweiz im internationalen Vergleich sehen lassen. Daraus lässt sich schliessen, dass wir uns in der Entwicklungspolitik auch in Zukunft von dem Gedanken leiten lassen müssen, echte Leistungen für die Entwicklungsländer zu erbringen, welche die Lebensbedingungen der dortigen Bevölkerung nicht nur materiell, sondern auch sozial und kulturell fördern. Das Augenmerk sollte viel stärker auf diese Zielsetzung gerichtet werden als auf Prozentsätze, die nicht immer kontrollierbar sind und häufig nicht auf vergleichbare Basisdaten bezogen werden. Der zweite Gedanke befasst sich mit den Zukunftsaussichten. Wer die Entwicklungsländer nicht mit den Augen des Touristen oder Geschäftsmanns sieht, stellt eine besorgniserregende Entwicklung der Städte fest: Infrastrukturen, Einrichtungen im Sozialbereich und im Bereich der Ausbildung und Erziehung, Arbeitsmöglichkeiten, ja selbst die Versorgung mit Grundnahrungsmitteln und anderes mehr genügen heute nicht mehr, um dem unaufhaltsamen Strom der

Pays en développement. Coopération technique 724 N 9 juin 1987 Zuwanderer ein menschenwürdiges Dasein zu sichern. Diese Völkerbewegung von ländlichen Gebieten in Grossstädte wird auch in Zukunft weitergehen und stellt die Behörden vor schwerwiegende Probleme, welche sie zu meistern nicht imstande sind. Zwar kommt der Grossstadt für die Entwicklung von Wirtschaft, Kultur und Sozialbereich grosse Bedeutung zu, so dass die Entwicklung auch positive Seiten aufweist. Die Entwicklungspolitik muss sich daher ebenfalls diesem Problem zuwenden und berücksichtigen, dass sich auf die Dauer die ländlichen Regionen ohne die Städte kaum entfalten können. Daher sollte die Förderung ländlicher Regionen durch jene städtischer Gebiete ergänzt werden - als Ausgleich der gegenseitigen Interessen. Dabei sollten Schwerpunkte in der Entwicklung und Förderung von Handwerkerbetrieben und mittleren Unternehmen, in der Organisation der öffentlichen Verwaltung, im Ausbau der Infrastrukturen sowie in der Unterstützung von Gemeinschaftsanliegen gesetzt werden. Die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe will sich gemäss Bericht vermehrt dieser Problematik zuwenden. Projekte in dieser Richtung könnten ohne weiteres in die Arbeiten zur Entschärfung des Flüchtlingsproblems einbezogen werden. Die individuelle und soziale Entfaltung der Millionen von Menschen, die in Armut leben, hängt im wesentlichen von der Möglichkeit ab, ihnen eine produktive Arbeit zu verschaffen, deren Ertrag zum Unterhalt und zur sozialen Besserstellung verhilft. Dies wiederum trägt zur sozio-ökonomischen Entwicklung des Landes bei und löst positive Bestrebungen in allen ändern Lebensbereichen aus. Vergessen wir nicht, dass diese Bevölkerungsgruppen andere Prioritäten hinsichtlich der Menschenrechte setzen. Für sie gilt primär das Recht auf Essen, auf Kleidung und auf Arbeit, erst nachträglich gelten die höheren und ideelleren Menschenrechte. M. Soldini: Le 18 septembre 1984, il y aura donc tantôt trois ans, lors du débat d'entrée en matière concernant le crédit de programmes sur la coopération technique et l'aide financière aux pays en développement, j'avais fait remarquer que malgré la situation précaire des finances

fédérales et la nécessité pour la Confédération d'avoir recours à l'augmentation de nouvelles taxes postales et autoroutières notamment, nos autorités voulaient à tout prix faire passer l'aide publique de 0,26 pour cent du produit national brut en 1984 à 0,31 pour cent en 1987. J'avais aussi rappelé qu'en 1976, année de l'entrée en vigueur de la loi sur la coopération au développement et l'aide humanitaire, le peuple suisse, qui avait eu l'occasion unique à ce jour de se prononcer par référendum sur un problème souvent controversé dans le pays, avait nettement refusé d'accorder un prêt de 200 millions à l'Association internationale de développement, communément dénommée IDA, filiale d'une Banque mondiale elle-même satellite de l'Organisation des Nations Unies, alors que nous ne faisons partie ni de l'une ni de l'autre. Il y a trois ans, je devais déjà constater que ce verdict populaire était bien oublié et que la grande majorité des membres de ce Parlement n'hésitait pas à augmenter de 9 pour cent le crédit affecté à l'aide au tiers monde, répondant ainsi aux objurgations de l'OCDE, qui cherche à culpabiliser notre peuple sans tenir compte des efforts de notre aide privée et des investissements industriels et commerciaux qui atteignaient déjà des milliards de francs. A ce propos, permettez-moi de citer un commentaire d'un représentant de la CNUCED qui fêtait son vingtième anniversaire. Depuis 1964, le tiers monde n'a guère progressé face aux pays industrialisés tant en ce qui concerne le développement de son marché intérieur que de celui du commerce Nord-Sud. De ce fait, ses délégués apparaissent divisés face aux intérêts considérables des pays industriels dans toutes les conférences internationales. Le tiers monde, d'autre part, continue à concevoir son développement comme essentiellement dépendant de l'économie mondiale. Cela révèle l'absence de véritables projets de développement, fondés sur un dynamisme interne, une mise en valeur des ressources propres, une prise en considération des besoins vitaux de la population. Le dialogue Nord-Sud piétinera tant qu'il en sera ainsi. La faiblesse idéologique du tiers monde laisse le champ libre aux thèses de l'Occident sur le marché mondial. En 1982 déjà, la Délégation des finances et la Commission de gestion du Conseil national décidaient de coordonner leurs travaux dans le domaine de la surveillance des principaux projets de développement. En conséquence, ces commissions se sont occupées des méthodes appliquées par la direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire sur le plan du contrôle de l'efficacité de ses propres projets. Le rapport réclamé à cette occasion, découlant d'un postulat déposé par la Commission des affaires étrangères du Conseil national, le 9 avril 1985, fait suite à ce vœu et a paru le 2 mars 1985. J'aurais donc l'occasion, en développant ma proposition de réduction du crédit de 2,1 milliards, d'y revenir. En attendant, je vous demande de voter l'entrée en matière sur le principe du projet tout comme je l'avais fait il y a trois ans. Oehen: Ich bedaure, dass in der Reihenfolge der Beratungen der Bericht über die Entwicklungshilfe nicht zuerst behandelt wurde; denn eigentlich muss das die Basis für die Frage sein, ob man den 2,1 Milliarden Franken zustimmen will oder nicht. Ich habe beides studiert und gestatte mir, zum Ganzen Stellung zu nehmen. Insbesondere im Bericht finden sich Rosinen, aber auch recht viele taube Nüsse. Mit anderen Worten: Es sind dort sehr wertvolle Aussagen zu finden, aber es gibt auch viele Punkte, die uns zum Nachdenken veranlassen müssen. Wegen der kurzen mir zur Verfügung stehenden Zeit möchte ich Ihnen einige dieser Denkanstöße im Telegrammstil weitergeben. Geht aus dem Bericht nicht überall wieder hervor, dass wir westlichen Menschen immer durch Ungeduld glänzen? Wir sind offensichtlich nicht bereit, den für menschliche Gesellschaften zu ihrer Veränderung nötigen Zeitraum zur Verfügung zu stellen. Ein anderer Gedanke: Unsere Fixation auf unsere Lebensweise ist der Massstab für das, was wir als richtig, als nützlich, als erstrebenswert für alle ändern

Gesellschaften betrachten. Das Dogma, dass der Einbezug aller nationalen Wirtschaften in die Weltwirtschaft positiv sei, kommt überall zum Ausdruck. Dabei wird vergessen, dass diese Ideologie, die Weltwirtschaft werde sicher den Wohlstand aller Völker steigern, eigentlich aus einem sehr egoistischen Denkprozess der Industrievölker entstanden ist und aus diesem Interesse weitergepflegt wird. Ja, man ist sogar sofort erschrocken, wenn jemand davon spricht, dass gewisse Länder oder Regionen ihre Entwicklung in abgekoppelter Art vorantreiben sollten. Es wird immer wieder vergessen, dass das Ziel jeder Entwicklung in jedem Lande nicht der heutige Mensch, die jetzige Generation ist, sondern dass es die Sicherung des Lebens, die Sicherung aller kommenden Generationen sein müsste. Wenn ich das hier so sage, meine ich auch, dass die überall angestrebten pragmatischen Lösungen - so gut sie auch im Moment sein mögen - nicht unbedingt die besten Lösungen sind. Es wurde hier an diesem Pult bereits kritisiert, aus dem Bericht spreche eine ideologische Haltung; er sei von Soziologen und Politologen (und weiss nicht was für -logen) kreiert worden. Den Kritikern möchte ich sagen: Gerade in der Entwicklungshilfe sind langfristige Überlegungen notwendig. Nur pragmatische, momentane Lösungen führen langfristig zu keinem guten Resultat. Heute nachmittag wurde schon von jemandem darauf hingewiesen, dass in der Dritten Welt Probleme entstehen, die wir nicht ausser acht lassen dürfen, wenn wir unsere Entwicklungshilfe konzipieren. Gestatten Sie mir dazu nur Stichworte: die Landflucht, die Bevölkerungsexplosion, das Wachstum der Städte, die Arbeitslosigkeit, die Importe von Technologien aus unseren Ländern (die statt Arbeitsplätze zu schaffen Arbeitsplätze vernichten), der Export von Agrar-

9. Juni 1987 N 725 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit Produkten. Dies einige Stichworte, die uns zum Nachdenken bringen müssten, ob das, was wir tun, auch richtig sei. Auf Seite 21 des Berichts ist ein sehr interessanter Absatz: «Ohne Bezug auf die westlichen Industrieländer ist die gegenwärtige Situation in den Entwicklungsländern nicht darstellbar. Sie ist das Resultat unzähliger direkter und indirekter Beziehungen zwischen Industrieländern und Entwicklungsländern, die schon vor Jahrhunderten eingesetzt hatten.» Hier müsste man dann eben einschieben: Und sehr viel Not der Entwicklungsländer ist das Resultat dieser Beeinflussungen, die oft mit bester Absicht vorgenommen wurden, die aber in ihren Auswirkungen durch die Zerstörung der autochthonen Kulturen, durch die Zerstörung des Gleichgewichtes zwischen der Natur und der Bevölkerung entstanden sind. «Entwicklungszusammenarbeit», so heisst es an anderer Stelle, «sollte dort ansetzen, wo ein geordneter Übergang zu modernen Lebensformen versucht werden soll.» Hier möchte ich wieder einschieben: sofern diese langfristig erwünscht sind. Richtigerweise steht in unserem Bericht Seite 25: «Vorläufig steht die Gemeinschaft der Menschen vor dem Skandal, dass sie die Zahl der absolut Armen noch immer nicht zu vermindern vermag. Unsere gemeinsamen Bemühungen für die Benachteiligten genügen offensichtlich nicht.» Wäre nicht zu fragen, ob unsere Bemühungen eventuell nicht in die richtige Richtung gehen, ob sie nicht im Ansatz falsch sein könnten? Bemühungen, wenn sie richtig sind, müssen doch zu sichtbaren Erfolgen führen. Zu Recht wird hier aber gesagt, dass in sehr vielen Gebieten nach wie vor eine skandalöse Situation bestehe. Es gibt mir Hoffnung, dass an anderer Stelle vermerkt wird, die systematische Berücksichtigung ökologischer Aspekte in den Projekten der Zusammenarbeit würde sich jetzt aufdrängen. Tatsächlich wird derjenige, der den Umweltproblemen in den Entwicklungsländern nicht ebenso grosse Bedeutung beimisst, wie wir sie heute den unsrigen beimessen, mit noch so gut gemeinter Entwicklungshilfe

letztlich keinen positiven Effekt erzielen können. Herr Kollega Widmer hat an das Herz appelliert. Er hat gesagt, wer ein Herz habe und in solchen Ländern schon gewesen wäre, der müsse für die finanzielle Erhöhung der Entwicklungshilfe sein. Herr Dr. Widmer, Massnahmen, welche das Herz diktiert, welche aber nicht sorgfältig überlegt sind, können in ihren Auswirkungen höchst problematisch sein. Ich bin der Meinung, die Entwicklungshilfe sei tatsächlich eine Ueberlebensfrage für die Dritte Welt und für uns. Aber falsche Entwicklungshilfe ist Förderung der Entwicklung in die Richtung des biologischen Kollapses der ganzen Biosphäre. Das ist vor allem dann zu überdenken, wenn wir einfach die Kredite gemessen am Bruttosozialprodukt unseres Industriestaates erhöhen wollen und glauben, damit sei das Problem schon gelöst. Ich bin deshalb der Auffassung, es sei klug, es sei vorsichtig, wenn wir immer von neuem prüfen, ob die Art von Entwicklungshilfe, die wir betreiben, langfristig tatsächlich richtig ist. (Ich bin überzeugt, dass viele Projekte gut sind. Aber ebenso viele Projekte können auch mit zwei oder drei Fragezeichen versehen werden.) Ich bin deshalb der Auffassung, dass der Antrag von Herrn Kollega Soldini unterstützungswürdig sei, nicht weil ich geizig bin, sondern weil ich der Meinung bin, 1,5 Milliarden Franken für die nächsten drei Jahre seien ein Betrag, mit dem eine wohldurchdachte Entwicklungshilfe durchaus finanziert werden könne. Ich bitte Sie deshalb, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag von Herrn Soldini zuzustimmen.

M. Rebeaud: Je m'exprime au nom du petit groupe écologiste - en effet, pour le moment nous ne sommes que quatre - qui vous recommande d'accepter les crédits que nous propose le Conseil fédéral, y compris l'augmentation souhaitée par la commission. Nous acceptons ce crédit, avec le regret qu'il ne soit pas plus élevé. Il y a un tel écart, grandissant d'ailleurs, entre les ressources des peuples du tiers monde et celles des peuples des pays développés dont nous sommes, que le scandale dont parle le rapport sur la coopération au développement des dix dernières années devrait nous inciter à faire un peu plus, même si-il faut bien le reconnaître - l'utilisation de ces fonds rencontre un certain nombre de difficultés. Contrairement à ce qu'a dit M. Bonny et à ce qu'a répété Mme Eppenberger tout à l'heure, je trouve que ce rapport est bien écrit, complet et cohérent. Je n'y ai pas trouvé beaucoup de langage sociologique ni beaucoup de philosophie. Je n'ai pas eu le sentiment qu'il était si difficile à comprendre. Monsieur Bonny voudra bien me dire quels ont été les passages incompréhensibles. Lorsqu'on affirme que la communauté internationale n'est pas parvenue à faire diminuer le nombre des personnes entièrement démunies, je comprends, et je pense qu'il en est de même pour lui. Lorsqu'on nous dit que le taux de déforestation dans certains pays tropicaux atteint 1,7 pour cent par année, même si cela est un pourcentage, il ne s'agit ni de philosophie, ni de sociologie qui seraient difficiles à comprendre. L'affirmation selon laquelle une demi-journée de travail en Suisse suffit à financer une année d'aide au développement, est une image assez parlante. Cela n'est pas non plus de la philosophie et cela démontre qu'en cas de nécessité le peuple Suisse pourrait faire davantage. Ce rapport est précis, cohérent, courageux et extrêmement instructif. Il montre aussi qu'il y a une contradiction fondamentale - et je dirai structurelle - entre l'aide au développement telle qu'elle est régie par la loi et la façon dont le monde des affaires de notre pays réalise ses bénéfices dans le tiers monde. Ces choses ont été répétées maintes fois par d'autres que moi à cette tribune, au cours de ces dernières années. Je ne veux pas m'y étendre. Je relève simplement, avec plaisir, que pour une fois un texte officiel - ce rapport - le reconnaît explicitement. Et cela n'est pas de la philosophie. Quelles conclusions devraient-on tirer de ce rapport? Evidemment, il soulève beaucoup de questions et apporte peu de réponses. Je retiens deux choses. D'abord l'importance croissante des critères écologiques. On ne peut

pas aider un pays en détruisant sa nature, par exemple les forêts tropicales. Dans tous les cas, cela ne va pas loin. Nous verrons que si nous voulons assurer un certain équilibre entre les peuples du tiers monde et nous pour la paix de la planète, nous ne pouvons plus rêver que tout le monde s'enrichisse continuellement. Un jour viendra - je crois qu'il est venu - où nous devons prendre en considération, pour établir un certain équilibre entre la consommation des gens du tiers monde et celle que nous nous permettons à l'égard des ressources primaires que nous offre la nature en matière d'énergie ou de terres arables, de réduire notre consommation. Du point de vue purement quantitatif, nous vivons au-dessus des moyens que nos pays et la planète peuvent nous offrir. Si nous voulons réaliser une certaine égalité avec les peuples du tiers monde, il est illusoire de vouloir mener une politique qui prétendrait les faire accéder au niveau de consommation que nous, aujourd'hui, connaissons. Je crois que si tous les peuples du tiers monde consommaient autant que nous, toutes les ressources de la planète seraient épuisées en très peu d'années, disons peut-être quinze. MM. Oehen et Bonny ne me contrediront probablement pas, même si les chiffres publiés autrefois par le Club de Rome ont perdu quelque peu de leur actualité. Le principe demeure le même. L'égalité entre les peuples du tiers monde et nous, n'est pas possible au niveau actuel de notre consommation. Cela signifie que nous devrions, à terme, viser une réduction de notre niveau de consommation, ce qui résoudrait peut être le problème de l'afflux de réfugiés vrais ou faux qui viennent chez nous puisque, vous le savez, ce mouvement est dû à la pauvreté et au fait qu'ils manquent de travail. Ils viennent chez nous parce que nous sommes riches et que nous offrons beaucoup d'emplois. Ainsi, la proposition d'amendement de M. Spalti deviendrait peut-être inutile. Nous nous y opposerons. Certes, elle n'est pas mauvaise en soi, car il est bon d'avoir des fonds pour aider un certain

Pays en développement. Coopération technique 726 N 9 juin 1987 nombre de candidats à l'asile qui ne sont pas acceptés chez nous à retourner dans leur pays, mais, s'il vous plaît, que cela ne soit pas au détriment de ceux déjà extrêmement maigres affectés à l'aide au développement. Je terminerai avec deux brèves questions au Conseil fédéral à propos de ses intentions. Premièrement, dans votre souci - que j'approuve - de prendre en considération dans vos projets la question de la protection de l'environnement, avez-vous déjà une structure de consultation et, en particulier, les experts de l'Office fédéral de la protection de l'environnement donnent-ils leur avis dans l'élaboration et l'examen de vos projets? La deuxième question concerne évidemment le Département fédéral de l'économie publique, mais je souhaite que le Conseil fédéral pour autant qu'il ait un avis à ce propos, me le communique par l'intermédiaire de M. Aubert. Le gouvernement fédéral va-t-il mettre en oeuvre des moyens incitant les entreprises suisses actives à l'étranger, notamment dans le tiers monde, à respecter les normes qui sont imposées en Suisse en matière de protection de l'environnement? BUNDI: Seit mehr als einem Jahrzehnt setzte sich in der Entwicklungszusammenarbeit der Gedanke der angepassten Hilfe, der sanften Technologie durch. Die Schweiz tut heute auch ihr Mögliches in dieser Richtung. Der Bericht des Bundesrates ist meines Erachtens eine ausgezeichnete Auslegeordnung und stellt auch das Bemühen in den Vordergrund, ständig zu fragen und sich zu orientieren, ob wir mit unseren Angeboten richtig liegen oder nicht. Die Konzentration der Hilfe auf die Aermsten, auf den ländlichen und landwirtschaftlichen Raum, scheint denn auch ein anerkanntes Prinzip zu sein. Dennoch muss angesichts der Entwicklungen den Ländern der Dritten Welt ständig die Frage gestellt werden, ob wir mit unserer Zusammenarbeit die gesteckten Ziele erreichen. Ist es schliesslich nicht so, dass wir unser eigenes Verhalten wie

Massenkonsum, Wegwerfmentalität und Mobilitätsrummel in diese Länder exportieren, dass wir sie mit neuen Problemen bei der Energie, dem Abfall, dem Wasser, dem Boden und der Luft belasten? Zwar sind Erfolge in bezug auf eine Eindämmung der Armut, auf Hygiene, Ausbildung und Verselbständigung aufzuweisen. Aber die Verschuldung nimmt zu, die Entwaldung tropischer Regionen schreitet fort, die Umweltprobleme verschärfen sich. Besonders in Afrika macht sich der ökologische Zerfall einstmals fruchtbarer Landstriche deutlich bemerkbar. Die fortschreitende Verstädterung führt grosse Teile der Bevölkerung in die Verelendung. Es ist klar, dass wir auf dem Wege der Entwicklungshilfe diese Dinge nur zum Teil beeinflussen können. Um so mehr ist es aber notwendig, auch das kleinste Projekt nicht allein auf seine Effizienz, sondern auch auf seine Verträglichkeit hin zu prüfen. In diesem Zusammenhang muss wohl auch mehr Gewicht auf die Auswahl von Experten und von Evaluatoren gelegt werden. In ihrer Philosophie müssen diese Leute die Generallinie der offiziellen schweizerischen Entwicklungspolitik unterstützen und nicht eigene Sonderzüge fahren. So ist es zum Beispiel schwer verständlich, dass vom Bund ein Evaluator weiterhin herangezogen wird, der der Verstädterung in den Entwicklungsländern das Wort redet. Solange es an der richtigen geistigen Orientierung fehlt, dürfte es schwer sein, die gesetzten Ziele in der Entwicklungspolitik zu erreichen. Ein Wort zur Flüchtlingshilfe: In der Aufstellung über die verpflichteten Kredite finden wir einen Posten von 4,3 Millionen Franken zugunsten afghanischer Flüchtlinge, bezogen auf die Dauer 1983 bis 1985. Nun stellt sich hier wieder die Frage, ob die Schweiz in diesem Rahmen nicht mehr leisten könnte. Es muss ein Anliegen sein, die grossen Massen von Flüchtlingen bis zu ihrer Rückkehr in der Nähe ihrer Heimat und damit auch ihres Kulturkreises zu behalten. Das ist für unterentwickelte Länder wie z. B. Pakistan mit ungeheuren Belastungen verbunden. Die Industrieländer können aber solche Belastungen durch grosszügige Hilfe wesentlich mildern. Zudem können sie dadurch erreichen, dass nicht neue Flüchtlingsströme in ihre Länder abwandern. Neuerdings besteht auch die Gefahr, dass sich solche Flüchtlingsströme von Sri Lanka Richtung Südindien bewegen. Wie Indien dieses Problem auf die Dauer bewältigen wird, ist noch eine offene Frage. Ich frage deshalb den Bundesrat an, ob für die Schweiz nicht Möglichkeiten bestehen, sich an solcher Flüchtlingshilfe noch intensiver zu beteiligen. Die Aktion in Pakistan vollzieht sich im Rahmen der internationalen Entwicklungsorganisation IDA als Cofinanzierungsprojekt. In diesem Zusammenhang wäre es auch interessant zu erfahren, wie effizient unsere Finanzhilfe durchschlägt, d. h., wo sie sich im Detail auswirkt. Kann der Bundesrat sagen, wieweit das genannte Flüchtlingsprojekt auf seine Auswirkungen untersucht worden ist und ob es die Regel ist, dass cofinanzierte Aktionen auch evaluiert werden, und zwar so, dass die Geberländer sich vom richtigen Einsatz ihrer finanziellen Mittel überzeugen können? M. Berger: Nous soutiendrons l'arrêté d'aide technique et financière aux pays en voie de développement qui nous est proposé. Nous ne contestons nullement le montant de cette aide que nous pouvons et que nous devons apporter aux pays moins bien nantis que le nôtre, pour autant que les moyens mis en oeuvre se traduisent par des résultats positifs. Notre action devra, comme jusqu'ici, se porter en faveur des plus déshérités, auprès de ceux dont le ravitaillement alimentaire est insuffisant. Nous souhaitons, dans la mesure de nos moyens, poursuivre, comme jusqu'ici, notre action auprès des plus pauvres, aux nations qui ne disposent pas ou plus des biens de première nécessité et qui voient leur équilibre intérieur compromis. Si nous partageons l'idée que notre action ne peut et ne doit pas se limiter à l'aide alimentaire, nous saluons par contre le principe que cet objectif demeure prioritaire. En commission, il a été demandé que l'aide à la production

agricole soutienne prioritairement les petites structures et non de vastes entreprises. A notre avis, cette aide doit s'harmoniser, autant que faire se peut, en conformité avec la situation et les traditions locales. Mais ce que nous croyons indispensable c'est de tendre, par nos actions, à ce que chaque Etat puisse à long terme, assurer son indépendance alimentaire. Ce principe devrait être un des objectifs prioritaires pour chaque pays et surtout qu'il soit reconnu et respecté par l'ensemble des nations, qu'elles soient industrialisées ou en développement. Une telle conception de la répartition des biens alimentaires est seule - à notre avis - susceptible d'assurer à chaque être humain la nourriture quotidienne nécessaire. Toutefois, il ne suffit pas de verser des sommes importantes pour que notre aide offre les services que nous sommes en droit d'attendre d'elle. En effet, si la qualité et l'efficacité de nos représentants sur le terrain sont souvent déterminantes, comme les projets d'ailleurs, nous devons profiter ici de rendre hommage à tous ceux qui se sont engagés à ce service. Leur tâche n'est certes pas facile, surtout lorsqu'il s'agit d'oeuvrer en parfaite conformité de l'objectif fixé et de ne pas tomber sous les pressions ou les manipulations d'ordre politique ou autre. Si nous voulons que notre aide soit efficace et notre action crédible, il est important que nous poursuivions avec toute la rigueur désirable l'assistance de ceux qui sont victimes de telle situation, voire même que nous ayons la possibilité de retirer notre aide si elle ne devait plus correspondre aux buts prévus. Je profite de l'occasion pour formuler aussi le voeu que nous puissions activement poursuivre notre soutien à la lutte contre les régions désertiques en progression et pour voir à l'équilibre hydrologique nécessaire à la survie de certains peuples. Encore un mot au sujet de l'information. Notre peuple doit être mieux renseigné et nous devons, à notre avis, mettre toute notre imagination pour l'informer davantage sur notre oeuvre humanitaire qui reste de premier plan, comme l'aide au tiers monde. Je vous invite donc à soutenir l'arrêté fédéral réglant la poursuite de la coopération technique et

Q.Juni 1987 727 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit l'aide financière en faveur des pays en voie de développement ainsi que les crédits proposés. Mühlemann: Die Entwicklungszusammenarbeit, meine Vertreter des Parlamentes, darf keine Routinearbeit werden, nicht nur wegen der Summe von zwei Milliarden Franken, die hier auf dem Spiel steht, sondern weil sie eine wichtige aussenpolitische Aktivität unseres Landes geworden ist. Ich stimme mit der Fraktion diesem Kredit zu, bin auch der Meinung, dass die neue Schwergewichtsbildung im Bereiche der Unterstützung der Frau, der städtischen Agglomerationen und auch des Umweltschutzes richtig ist. Aber das Volk hat ja bei uns zu dieser politischen Angelegenheit nichts zu sagen. Um so grösser ist unsere Verantwortung, dass die Entwicklungszusammenarbeit in richtigen Bahnen verläuft. Da darf ich mir doch einige kritische Bemerkungen erlauben. So glaube ich nicht daran, dass wir quantitative Zielsetzungen akzeptieren dürfen. Es kommt nicht darauf an, ob wir in diesem Bereich mehr oder weniger ausgeben als ein OECD-Staat. Wir haben unseren eigenen Weg zu gehen, und dieser muss durch Qualität bestimmt sein. Ein Entwicklungshilfeprogramm ist entweder vollständig oder gut. In solcher Beziehung dürfen wir bei der Durchsicht unserer Projekte feststellen, dass wir zum Teil hervorragende Leistungen aufzuweisen haben; daneben gibt es auch Projekte, die unsere Kritik verdienen. Ich möchte mich nicht auf den Bericht abstützen, denn ich halte den Augenschein für wichtiger. Aus der Kenntnis der Entwicklungshilfearbeit in Indien glaube ich, dass hier ein Akzent gesetzt werden muss und dass in Indien schwergewichtige Mittel zu verstärken sind; dies scheint mir entgegen vielen Kritikern richtig zu sein. Indien ist die grösste Demokratie der Welt. Indien ist ein Subkontinent, der sich auf dem Weg vom Zustand des

Landwirtschaftszeitalters in den der Industrialisierung und der Dienstleistungsgesellschaft befindet. In gewissen Bereichen ist der technologische Fortschritt enorm und steht sogar über dem europäischen Durchschnitt. Wir haben es hier mit einem Subkontinent zu tun, der hochinteressante Entwicklungsmöglichkeiten bietet. Ich habe zahlreiche Projekte kennenlernen dürfen, die im technologischen und im pädagogischen Bereich, aber auch in der blossen Hilfeleistung unseren höchsten Respekt verdienen. Es gibt andere Projekte, die mehr nach dem Giessenkannprinzip ausgerichtet sind, wo die Hilfe direkt an Hilfsorganisationen geht und von dort weiss man dann nicht, in welche Taschen sie fliessen. In dieser Beziehung ist eine klare Überprüfung vieler Projekte notwendig. Ich glaube auch, dass Indien in der Flüchtlingsaussenpolitik interessant ist. So gibt es politische Flüchtlinge in Pakistan, die aus Afghanistan stammen. Wir haben umgekehrt zum Teil wirtschaftlich motivierte Flüchtlinge aus Sri Lanka, eine durchaus andere Gruppierung. Es lohnt sich, verschiedenartig vorzugehen. Die Arbeit in Indien ist meiner Meinung nach direkt von der Zentrale aus der Schweiz schwer zu tragen. Es ist auch nicht sicher, dass unsere Diplomaten in der Lage sind, diese schwierigen Aufgaben zu erfüllen. Einer unserer versiertesten Entwicklungshelfer, Toni Hagen, hat hier wiederholt zu Kritik angesetzt. Ich würde es begrüßen, wenn man den Mut hätte, in einem solchen Fall das Schwergewicht noch zu verstärken und allenfalls auch die Führungsorganisation in dem Sinn zu verbessern, dass man einen Entwicklungshelfermanager in Indien einsetzen würde - ausgerüstet mit gewissen Kompetenzen. Ich habe die leise Befürchtung, dass unsere Direktion für Entwicklungshilfearbeit heute etwas überlastet ist. Mit der zusätzlichen Unterstellung des Katastrophenhilfekorps ist diese Aufgabe noch einmal gewachsen. Ich bin auch nicht sicher, ob man beweglich genug ist, um bürokratische Hindernisse zu überwinden. Ich habe an diesem Ort schon einmal die Ausbildungsstätte für Zahnärzte in Sri Lanka zitiert; eine hervorragende Idee, Singhalesen und Tamilen an der gleichen Stätte auszubilden. Die Hilfesucher, die dafür gemacht worden sind, sind bis jetzt meines Erachtens auf taube Ohren in der Direktion für Entwicklungshilfearbeit gestossen. Ich weise darauf hin, dass die Flüchtlingsaussenpolitik verstärkt werden muss und dass gerade hier bei den Diplomaten des Departementes für Auswärtige Angelegenheiten die Bereitschaft, Aufgaben zu übernehmen, gewachsen ist. Wie der Delegierte für Flüchtlingsfragen mitteilt, dürfte im Bereich der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit die Bereitschaft zur Mitarbeit noch stärker werden. Ich unterstütze in dieser Beziehung den Antrag von Herrn Schule und wäre froh, wenn Sie dem auch zustimmen würden. Im übrigen bitte ich Sie, nicht zu vergessen, dass die Erfolgskontrolle eingeführt worden ist; das Ingenieurbüro unseres Kollegen Basler hat erfolgreich gearbeitet. Es ist eine gewisse Kritik geübt worden; aber gerade Herr Hagen hat hier dem Experten Blaser ausgezeichnete Zensuren erteilt. Ich bin der Meinung, dass das fortgesetzt werden muss. Die Geschäftsprüfungskommission, vielleicht auch die Finanzdelegation, haben hier eine Aufgabe. Es ist wichtig, dass wir diese stichprobenartig vorgenommenen Kontrollen fortsetzen. Als letztes möchte ich beifügen, dass es darum geht, eine geschickte Informationspolitik zu betreiben. Unser Volk muss letztlich dieser Politik zustimmen. Das können wir am besten über eine anschauliche und geschickte Form der Information erreichen. In dieser Beziehung sind auch die Medien dazu aufgerufen, ihren Anteil zu leisten. Aliesch: Ich zitiere: «Die Einkünfte der meisten Entwicklungsländer bleiben noch weitgehend abhängig von der Ausfuhr ihrer aus der Landwirtschaft und dem Bergbau stammenden Produkte.» Diese nach meiner Auffassung zentrale Feststellung lesen wir auf Seite 19 der Botschaft über die technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe

zugunsten von Entwicklungsländern. Eine derartige Aussage sollte eigentlich Anlass genug sein, grundlegende Fragen der Entwicklungspolitik kritisch zu diskutieren und vorurteilslos zu hinterfragen. Solche Fragen gibt es zuhauf. In dieser Beziehung - das ist der Ausgangspunkt meiner Kritik - bieten die beiden Botschaften leider nur einen recht kümmerlichen Lesestoff. Ich will mich hier lediglich auf den durch das Zitat angesprochenen Problembereich beschränken. Es ist in der Tat so, dass sehr viele Entwicklungsländer, aber nicht nur diese - ich denke etwa an Australien -, auf Gedeih und Verderb darauf angewiesen sind, ihre landwirtschaftlichen Produkte zu exportieren und - ich unterstreiche dies besonders - dafür marktgerechte Preise erzielen zu können. Die gleiche Feststellung trifft selbstverständlich auf jeden einzelnen Landwirt in einem Entwicklungsland zu. Auch ein Bauer in einem Entwicklungsland wird nur solange für den Markt produzieren, solange die Produkte für den Export oder für den Landesbedarf bestimmt -, als er auf diesem Markt beim Verkauf seiner Erzeugnisse einen Preis erzielt, welcher ihm zumindest einen bescheidenen Verdienst ermöglicht. Ist das aber nicht der Fall, wird sich der Bauer gezwungenermassen auf die Produktion für den Eigenbedarf beschränken. Er trägt damit nichts an die Versorgung der Landesbevölkerung und ebensowenig an mögliche Exporteinnahmen dieser Entwicklungsländer bei. Hinzu kommt, dass der Bauer selber kein Einkommen und damit keine Kaufkraft erwirtschaften kann. Und schon sind wir mitten drin in diesem Teufelskreis: Weil kein Produktionsanreiz vorhanden ist, entsteht Armut, und die Armut wiederum ist eine Hauptursache des Hungers und von Hungersnöten. Menschen mit genügend Geld haben nie Hunger! Sie mögen sich jetzt fragen, was denn die weltweite Marktsituation für landwirtschaftliche Produkte mit dem System unserer Entwicklungshilfe zu tun hat. Ich meine: sehr viel. Die Situation ist doch heute derart, dass die Nahrungsmittelüberschüsse, die wir in den westlichen Industriestaaten hervorbringen, zu einem guten Teil mittels Exportverbilligungen auf den Weltmarkt gelangen. Die Exportverbilligungen

Pays en développement. Coopération technique 728 N 9 juin 1987 für die Überschussproduktion in den westlichen Industrieländern bilden den Hauptgrund dafür, dass die Preise für viele landwirtschaftliche Produkte auf dem Weltmarkt äusserst tief sind. Die Preise sind so tief, dass Landwirte, welche ohne Exportsubventionierung für die Weltmärkte produzieren müssen, keine kostendeckenden Erträge erreichen, geschweige denn einen Gewinn erwirtschaften können. Mit dieser Lage sind heute die Landwirte in sehr vielen Entwicklungsländern konfrontiert. Aber auch die Dauernahrungsmittelhilfe drückt hier auf den Inlandmärkten der Drittweltländer auf die Preise und lässt dem einheimischen Bauer keine Chance, was den Produktionsanreiz stark vermindert. Das in diesen Ländern an und für sich vorhandene Produktionspotential kann somit nicht genutzt werden, da durch eine landwirtschaftliche Produktion keine Einkommen zu erzielen sind. Mit diesen Hinweisen will ich nicht die Art und auch nicht die Höhe unserer Entwicklungshilfe kritisieren, im Gegenteil. Ich meine allerdings, dass wir bei unseren entwicklungspolitischen Diskussionen nicht alleine nur die eigentliche Entwicklungspolitik vor Augen haben dürfen. Die Lage der Entwicklungsländer und der dortigen Bevölkerung wird nämlich sehr wesentlich auch von unserer Politik in anderen Bereichen geprägt. Ich habe versucht, dies an einem Beispiel aufzuzeigen. Weitere könnten mit Leichtigkeit aufgeführt werden. Ich bin der Ansicht, dass wir bei einer gründlichen Diskussion über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit zusätzlich noch die Politik der Industrieländer zur Diskussion stellen müssen. Aus schweizerischer Sicht - damit komme ich zum Schluss - sähe ich es als angebracht, wenn wir die Entwicklungshilfe und -politik noch weit vermehrt

in die allgemeine Aussen- wirtschaftspolitik einbinden würden. Ich hoffe, dass dies in Zukunft vermehrt der Fall sein wird. In diesem Sinne möchte ich auch meine Kritik an den in dieser Beziehung nicht besonders aussagekräftigen Botschaften des Bundesrates verstanden wissen. Bäumlin: Ich bin froh, dass die Vorlage im ganzen gut aufgenommen wird. Mit wenigen Bemerkungen möchte ich mich zugleich auf die Botschaft und auf den Bericht beziehen, aber insbesondere auch auf die heutige Debatte. Vor allem der Bericht ist nicht nur positiv gewürdigt worden. Es ist gesagt worden, er enthalte Phrasen, sei eine unverbindliche Plauderei und dergleichen mehr. Mindestens drei, vier Votantinnen und Votanten haben sich so geäußert. Es würde mir an und für sich sehr leicht fallen, von einem anderen politischen Standpunkt aus ebenso scharfe Kritik zu üben. Ich tue das aber nicht. Ich möchte eher für Verständnis werben. Die DEH hat es nicht leicht; sie hat nämlich die schwierige Aufgabe, im Alltag unsere Entwicklungszusammenarbeit über die Runden zu bringen, obschon in unserem Saal und in unserem Land in wichtigen Fragen kein Konsens besteht. Ich erwähne Passagen, die ich richtig und gut finde, die man aber hätte vertiefen sollen. Frau Gurtner hat schon eine zitiert, wo die Rede davon ist, dass Entwicklungspolitik durch Aussenwirtschaftspolitik und dergleichen mehr wieder unwirksam gemacht wird. Auf Seite 26 des Berichtes heisst es, vielfach seien Regierungsstellen und Eliten in den Entwicklungsländern und ihre weltwirtschaftlichen Partner für Fehlschläge verantwortlich. Sehr richtig! Es wird bedauert (auf Seite 27), dass es keine globalen Lösungskonzepte auf internationaler Ebene gibt. Wiederum sehr richtig. Dies Ich hätte es gerne, der Bericht wäre konziser. Er hätte dann auch eine Kritik an Schattenseiten des sogenannten freien Weltmarktes deutlich machen müssen: die Kooperation zwischen nationalen Eliten und internationalem Kapital auf dem Buckel betroffener Bevölkerungen. Es ist richtig, dass man nicht einfach einzelne Akteure verantwortlich machen kann. Zum Teil sind die Missentwicklungen einfach auch systembedingt. Die Akteure im freien Weltmarkt orientieren sich an Gewinn und Machtmaximierung, aber nicht unbedingt am Wohlergehen der grossen Bevölkerungsmehrheiten. Die Modernisierungsideologie und ihre Durchsetzung hat traditionelle Strukturen zerstört, auch Strukturen der Selbstversorgung und anderes mehr. Das ist bekannt. Warum sind globale Konzepte kaum möglich? Eben deshalb, weil Entwicklungshilfe sehr weitgehend darauf beschränkt ist, faktisch bloss zu reagieren, reaktiv Folgeprobleme von Fehlentwicklungen zu bekämpfen, deren Ursachen man nicht ändern kann. Es ist mangelnde Konsistenz und Klarheit des Berichts beklagt worden. Auch ich hätte gern mehr Klarheit. Ich hätte gerne mehr analytische Vertiefung. Aber die würde wahrscheinlich doch zu Erkenntnissen führen, wie ich sie jetzt summarisch skizziert habe. Wie würde indessen auf Analysen dieser Art reagiert, auf Analysen, die kohärenter wären als diejenige der DEH und des Bundesrates? Würde es nicht sofort heissen, das sei ideologische Propaganda, wie sie angeblich die Hilfswerke betreiben, wenn sie etwa auf Hintergründe von Fehlentwicklungen hinweisen? Ich möchte meinerseits die heute wiederum an den Hilfswerken geübte Kritik ganz entschieden zurückweisen. Sie bringen Information in die Diskussion, die von anderer Seite eben viel zu wenig betrieben wird. Es ist eine sachliche Information, die ihren analytischen Gehalt hat. Zum Schluss etwas zu den Menschenrechten: Auch hier ist Kritik geübt worden. Auf Seite 28 der Botschaft heisst es: «Die Nichtbeachtung von Menschenrechten kann uns veranlassen, unser Zusammenarbeitsprogramm in einem bestimmten Land erneut zu überdenken, wenn diese Verletzungen unsere Entwicklungszusammenarbeit daran hindern, die angestrebten Ziele zu erreichen.» Es ist in der Diskussion von Herrn Sager eine viel radikalere Maxime verlangt worden. Dazu zwei Bemerkungen: Leider ist es so, dass praktisch kein Staat auf

der ganzen Welt eine reine Weste hat. Es geht um ein Mehr oder Weniger an Menschenrechtsverletzungen. Das möge man einmal bedenken. Die Menschenrechtsfrage wird sodann leider immer wieder massiv politisiert. Das ist auch heute in diesem Saal geschehen. Da wird z. B. Nicaragua vehement angegriffen, obschon dieses Land nach dem Urteil kompetenter Menschenrechtsorganisationen im Vergleich mit anderen zentralamerikanischen Staaten sehr gut dasteht. Es ist ein bekanntes Faktum, dass unsere Entwicklungshilfe in Nicaragua gut ankommt. Es ist möglich, mit den Behörden zu kooperieren. Ihre Ziele für die ländliche Bevölkerung stimmen weitgehend mit den Zielsetzungen unseres Gesetzes überein. Das wäre zu beachten. Ich wehre mich gegen eine Art von Politisierung, die meines Erachtens einfach nicht angeht. Frau Pitteloud hat mit Recht darauf hingewiesen, dass die gleichen Leute, die z. B. Nicaragua schlechte Noten austeilten, die Türkei einfach verschweigen. Ich empfehle Eintreten und Zustimmung zur Vorlage. Abschliessend danke ich der DEH für ihre gute Arbeit, die ich im gesamten positiv beurteile. Sie wird in einem schwierigen Umfeld geleistet, in dem die verschiedensten Kräfte mitmischen und das nicht zuletzt auch immer wieder durch unsere ideologische Uneinigkeit belastet wird. Frau Camenzind: Wir haben heute nachmittag viel gehört, vor allem von den NGO und von der Stellung der Frau in der Entwicklungshilfe. Ich vertrete eine NGO-Organisation. Der Schweizerische Katholische Frauenbund betreibt Entwicklungshilfe seit 30 Jahren. Damals war es eine Pionierarbeit; heute ist dies vielleicht nichts Neues. Die Hilfe geht von Frauen an Frauen in Gebieten vor allem in Afrika und Indien. Wir unterstützen kleine Projekte, die keine öffentliche Unterstützung erhalten. Später, wenn sie gedeihen, gehen sie in grössere Organisationen oder Werke über. Aus dieser langjährigen Erfahrung darf ich sagen, dass wir auch eine positive Zusammenarbeit mit der DEH erleben durften, so z. B. bei den Vorbereitungen zur Uno-Weltfrauenkonferenz in Nairobi. Sie mögen sich erinnern, Frau Bundesrätin Kopp hat die Schweizer Delegation geleitet. Dies gab uns Gelegenheit, mit betroffenen Frauen und Männern aus der Dritten Welt zusammenzukommen, auch Projekte zu besichtigen. Ich kann Ihnen nur bestätigen, wie wichtig es

9. Juni 1987 N 729 Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit ist, dass die Stellung der Frau, und damit auch der Familien in der Dritten Welt, in die Projekte miteinbezogen wird. Der Erfolg eines Projektes steht und fällt mit der Stellung der Frau, die miteinbezogen werden will. Deshalb bin ich sehr glücklich, dass man im Bericht und auch für die Zukunft vermehrt diesem Aspekt Beachtung schenken will. Ich möchte auch bei dieser Gelegenheit unterstreichen, dass Zusammenarbeit mit NGO und DEH positiv sein können. Unsere Entwicklungshilfe muss ganz eindeutig verstärkt werden. Die Botschaft enthält meiner Ansicht nach gute Ansätze für eine zukünftige Tätigkeit auf diesem Gebiete. Deshalb bitte ich Sie, den Kredit zu gewähren. Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen. Le débat sur cet objet est interrompu. Schluss der Sitzung um 19.30 Uhr. La séance est levée à 19 h 30

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Entwicklungsländer. Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe Pays en développement. Coopération technique et aide financière In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1987 Année Anno Band II Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil

Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 06 Séance Seduta  
Geschäftsnummer 87.012 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 09.06.1987 - 14:30  
Date Data Seite 711-729 Page Pagina Ref. No 20 015 446 Dieses Dokument wurde  
digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce  
document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo  
documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.